Risques d'appauvrissement et développement : un modèle pour la réinstallation des populations déplacées¹

Michaël M. CERNEA*

*Nous devons agir pour
éliminer la pauvreté, pour protéger
l'environnement, étendre la justice
sociale, renforcer les droits de
l'homme. L'injustice sociale peut
détruire les acquis politiques et
économiques.*

James D. Wolfensohn

Durant les deux dernières décennies les déplacements forcés de populations dus aux programmes de développement ont impliqué environ 10 millions de personnes par an, 200 millions de personnes environ au total. De par leur fréquence, leur ampleur et leurs conséquences désastreuses, les déplacements forcés liés au développement sont devenus un problème de dimension mondiale.

Justice sociale et déplacements involontaires

Les expulsions dues aux programmes de développement en constituent une contradiction intrinsèque et perverse. Elles soulèvent des questions éthiques majeures, puisqu'elles reflètent la distribution inégale des coûts et des gains du développement.

1. Version française de « Risks, Safeguards and Reconstruction : a model for population displacement and resettlement in Michaël M. Cernea et Christopher McDowell eds. *Risks and Reconstruction. Experiences of Resettlers and Refugees*, The World Bank, 2000. Traduit de l'anglais (anglo-américain) par Jean-François Baré.

* Anthropologue, conseiller en politique sociale de la Banque Mondiale.

Les déplacements forcés résultent des besoins d'infrastructure pour l'industrie, l'irrigation, les transports routiers, la production d'énergie, ou pour le développement urbain (hôpitaux, écoles, aéroports). On ne peut nier la nécessité d'une grande majorité de ces mesures. Elles contribuent à améliorer la vie de beaucoup de gens, à créer des emplois, à fournir de meilleurs services. Mais ces déplacements entraînent des dommages majeurs pour certaines parties de la population. L'intervention d'Etat obère les droits de cette population, selon des formes qui aboutissent souvent à des situations bien pires qu'au départ. Ceci soulève des questions fondamentales de justice sociale et d'équité. Le principe de « l'intérêt général », souvent utilisé pour justifier ces décisions, est aussi souvent détourné pour justifier sans grande argumentation des malheurs qui seraient évitables. Le résultat est injustifiable : certaines personnes bénéficient du développement, et d'autres en paient le prix.

Le résultat le plus répandu du déplacement involontaire est l'appauvrissement d'un nombre très important de personnes. En Inde, par exemple, des chercheurs ont conclu que les programmes de développement ont provoqué au total le déplacement de 20 millions de personnes sur environ quarante années, mais que trois-quarts d'entre elles - 15 millions environ - n'ont pas été « réhabilitées » (Fernandes, 1991 ; Fernandes et Das and Rao, 1989). Elles n'ont même pas retrouvé leur niveau de vie ; en fait, la majeure partie des personnes déplacées de l'Inde se sont appauvries (Mahapatra 1999b).

Ceci n'est pas spécifique à l'Inde. Cet appauvrissement, produit *de facto* par un manque de justice sociale et d'équité, est récurrent dans de nombreux pays en développement sujets au déplacement forcé. Les dommages culturels et matériels sont importants. Les tensions politiques inséparables de ces déplacements ne sont pas moins importantes. Elles révèlent l'exclusion aussi bien physique - vers l'extérieur d'un territoire géographique donné - que surtout économique et sociale de certains groupes. Le concept d'exclusion (Rodgers, Gore et Figueiredo, 1995) permet une meilleure compréhension du processus de paupérisation. Sen (1997) va plus loin quand il note que les diverses formes d'exclusion sont contraires à la nature même du développement, entendu comme un processus de libération.

Les processus de développement continueront cependant à mobiliser des espaces terrestres et aquatiques et auront donc pour conséquence inéluctable divers types de déplacement forcé et de réinstallation de populations. Ceci ne veut pas dire pour autant qu'une

répartition inégale des gains et des coûts est en soi inévitable, ou moralement justifiable. Cette inégalité est à l'inverse profondément contraire aux buts proclamés par le développement induit. Rien ne permet de considérer des restructurations spatiales aux conséquences néfastes comme des tragédies inéluctables. Les considérations de justice sociale et d'équité, le respect des droits de l'homme et de la personne, devraient être prises en compte chaque fois que le développement entraîne des risques et des dommages prévisibles. Si la paupérisation est le risque sous-jacent au déplacement forcé, le défi auquel on est confronté est d'organiser la prévention de ce risque et de fournir des procédures de sauvegarde. Il n'est peut-être pas possible de prévenir chacune des conséquences indésirables. Mais il est certainement faisable d'aboutir à une meilleure équité en mobilisant notamment des ressources financières ; il est certainement faisable de protéger les droits, la dignité et l'autonomie économique des personnes déplacées. Les approches conventionnelles, qui « réhabilitent » seulement une minorité des personnes déplacées, n'offrent pas de capacités de protection adéquates. En n'intégrant pas de mesures de sauvegarde sociales elles ont abouti à des échecs répétés. La plupart du temps elles se sont avérées incapables d'éviter la victimisation, la perte de richesse et la paupérisation des personnes déplacées. Mais les exemples récurrents de déplacement sans réhabilitation montrent aussi les défauts congénitaux des *politiques* intérieures de beaucoup de pays, pas seulement des procédures de planification. On soutient ici que ces politiques de « développement » et les méthodologies de planification qui en découlent doivent être corrigées ou radicalement changées. Il existe beaucoup de moyens pratiques pour réduire les conséquences négatives des déplacements forcés, même s'ils sont inévitables, historiquement parlant.

La lutte contre les inégalités engendrées par les déplacements forcés et pour l'accès des personnes concernées aux bénéfices de la croissance sont des impératifs économiques tout autant que moraux ; il s'agit de proposer des procédures de réinstallation socialement responsables, ce qui signifie qu'elles doivent être guidées par ce qu'on peut appeler une « boussole de l'équité ». Trop souvent, ceux qui créent et qui approuvent des projets entraînant des déplacements de population sont dépourvus de cette boussole, qui pourrait les guider dans l'allocation des ressources et la prévention (ou la minimisation) des risques de paupérisation. (Cernea, 1986, 1988, 1996b ; Maliapatra, 1991 ; Scudder, 1981). Ce texte essaie de contribuer à mettre au point cette « boussole de l'équité » en proposant un cadre d'analyse des opérations de réinstallation orienté sur le concept de risque-et-

reconstruction. Il pointe les défauts chroniques des politiques et des méthodologies de planification et de financement dans ces domaines et recommande diverses améliorations des pratiques en vigueur.

Une modélisation des risques et de la prévention des risques

On présente ici un modèle théorique du déplacement forcé, qui cerne les risques spécifiques de paupérisation, aussi bien que les moyens d'y faire face - de les minimiser ou les éliminer. Ce modèle est défini comme *modèle de risques de paupérisation ou d'appauvrissement et de reconstruction pour la réinstallation des personnes déplacées* (IRR)². Lors de son élaboration, les buts principaux ont été a) d'expliquer « ce qui se passe » pendant les déplacements forcés de population - une tâche fort importante en elle-même - b) de créer un outil théorique de sauvegarde permettant d'aider les politiques, les planificateurs et les responsables de projet à lutter contre les effets négatifs de leurs décisions.

En présentant ce cadre d'analyse sur les risques de paupérisation et la reconstruction du cadre de vie, il faut insister tout d'abord sur la nécessité d'une modélisation théorique dans la recherche sur les problèmes de réinstallation des personnes déplacées et aussi d'examiner brièvement les modèles antérieurs. On soulèvera aussi la question des accompagnements institutionnels à trouver entre les processus de déplacement et de réinstallation, et l'extension possible de ce modèle aux réfugiés au sens strict. On définira ensuite les quatre fonctions essentielles de ce modèle, puis les principaux risques de paupérisation les uns après les autres. Dans la section suivante on soutiendra que ce modèle, qui analyse les possibilités de réversion des risques, peut contribuer à des stratégies de reconstruction des cadres de vie, basées sur une « économie de la reconstruction ». Enfin on comparera cette réflexion à celles qui l'ont précédée.

Depuis des années les analystes de l'émigration planifiée ont proposé plusieurs cadres d'analyse pour décrire les processus à l'œuvre. A la fin des années 1960 Chambers (1969) a proposé un modèle comportant trois phases dans les processus d'occupation de nouveaux territoires en Afrique. Peu après, Nelson (1973) confirmait ces vues à partir d'une synthèse de nombreux cas d'Amérique latine.

2. *Impoverishment risks and reconstruction model for resettling displaced populations*. L'abréviation IRR sera conservée ci-dessous (NdT).

Ces deux approches ont permis de généraliser l'expérience de migrants volontaires et de conceptualiser les dimensions institutionnelles et organisationnelles des programmes d'installation sur des terres nouvelles.

S'appuyant sur ces premiers acquis, Scudder et Colson ont formulé en 1982 un modèle théorique des processus d'installation qui distinguait quatre étapes et non trois : recrutement, transition, développement et intégration, ou prise de possession. Ce cadre d'analyse diachronique était construit autour du concept-clé « d'étape » ; il portait essentiellement son attention sur les stress des migrants et sur leurs réactions comportementales à chaque étape du processus. Mais ce modèle concernait les réinstallations *volontaires*. Plus tard, Scudder l'étendit aux processus de réinstallation *forcés*, mais en le limitant aux situations comportant toutes les quatre étapes en question (le modèle ne prenant pas en compte les processus de réinstallation qui échouent - c'est-à-dire la majorité - et qui ne peuvent donc comprendre les deux dernières étapes).

Si l'on en vient aux études concernant les réfugiés à proprement parler, on trouve le modèle proposé par Emmanuel Marx (1990). Il trouve sa source dans la sociologie des réseaux et est centré sur ce que l'auteur appelle « l'univers social des réfugiés ».

Ces tentatives de synthèse ont créé des outils intellectuels qui ont aidé beaucoup de chercheurs à révéler des régularités. Néanmoins, sans nier leurs mérites, ces modèles montraient des faiblesses à différents égards. Aucun d'entre-eux ne s'est prioritairement attaché à l'analyse de la paupérisation, à sa naissance et à son aggravation, et aux processus permettant d'y échapper. Parmi eux, celui de Scudder et Colson traitait aussi de la réinstallation forcée, mais seulement dans les cas réussis. Pourtant la majorité des expériences de réinstallation ont été des échecs. Les impacts cumulés de ces échecs n'ont nullement été « modélisés » dans le cadre d'analyse de Scudder et Colson.

On trouve d'autres discussions de ces modèles (De Wet, 1988 ; Partridge, 1989) mais le sujet est loin d'être épuisé, comme le note Scudder lui-même (1996), à juste titre. Il existe sur ce point un large consensus : les complexités des processus de réinstallation doivent être mieux comprises.

Cette exigence fut peut-être formulée avec le plus d'éclat par Brechin, West *et al.* (1991) dans leur gros volume sur le déplacement

des populations indigènes hors de parcs naturels. Ces auteurs soutiennent que beaucoup de décisions impliquant un déplacement forcé sont faites sans une connaissance réelle des impacts futurs. Appelant de leurs vœux un modèle capable de définir et de prévoir les impacts *cumulés* du déplacement forcé et de fournir des guides d'action, ils écrivent :

« Beaucoup de professionnels et de chercheurs ne comprennent pas suffisamment l'impact social du déplacement forcé et de la réinstallation. Quand des résidents d'un lieu sont forcés à s'en aller, on peut s'attendre à ce que ça produise une série d'effets. Mais ces effets collectifs diffèrent considérablement selon les organisations sociales et les communautés ; à l'heure actuelle aucun modèle disponible ne peut prédire des effets cumulés » (1991 : 17).

Le cadre d'analyse présenté ici vise précisément à la compréhension analytique de ces « effets cumulés », en eux-mêmes et dans leurs interrelations. Il inclut en effet les processus partiels constitutifs du déplacement forcé et les mécanismes qui permettent « d'influer » sur eux - c'est-à-dire de les prévenir ou de les éliminer par des actions concertées.

Le modèle IRR a été formulé et pratiqué récemment, pendant les années 1990 dans une série d'études (Cernea, 1990, 1995b, 1996a, 1998 et 1999 ; World Bank, 1994). Une première version fut appliquée à large échelle sur un échantillon de près de 200 projets impulsés par la Banque mondiale en 1993 et 1994. Son origine est à la fois empirique et théorique. Empiriquement parlant il résulte de la somme extraordinaire d'observations accumulées, pendant le dernier quart de siècle, par les études sur les déplacements de population. Sur le plan théorique il bénéficie du nouvel état de l'art auquel est parvenue la recherche sur les déplacements de populations pendant la même période³.

Similarités dans les situations des réfugiés et des personnes déplacées

Le modèle IRR a été utilisé dans beaucoup d'études et lors de quelques opérations de réinstallation (ci-dessous). On s'est demandé

3. Cet « état de l'art » et les principales avancées de la recherche sont discutés plus en détail in Cernea 1999 ; voir aussi « Annotated bibliography », publié par Guggenheim 1994. Depuis cette dernière publication la littérature sur ces sujets a cru de manière quasi-exponentielle.

récemment si ce modèle pouvait aussi s'appliquer aux réfugiés⁴. Cette question a surgi dans un contexte où un « pont » entre le développement et le problème des réfugiés était souhaité ; cette tendance ne fait que s'accroître. De fait, les personnes déplacées par les projets de développement et les réfugiés fuyant la violence armée sont confrontés à des problèmes souvent similaires. Ce sont les deux principaux propres aux populations déplacées. La recherche gagnerait beaucoup à ne pas les isoler l'un de l'autre⁵.

Pour se rapprocher, chacun de ces domaines d'étude aurait besoin au départ, de plus de construction théorique. Extraire le général du particulier permet de mieux percevoir ce qui est commun aux réfugiés et aux personnes déplacées. Chacune de ces spécialisations doit aboutir à des concepts architectoniques, des comparaisons contrôlées, et donc à des modèles théoriques comme autant de pierres d'appui. (Cernea, 1996a). Il y a des problèmes institutionnels à résoudre, comme la question de la réciprocité du transfert de connaissances, notée à juste titre par Harrell-Bond et Voutira (2000). Ceci n'amenuise pas pour autant le rôle du chercheur ; en fait, cette constatation lui donne encore plus d'importance. En une perspective comparative Harrell-Bond et Voutira soulignent le fait que « la paupérisation est une « conséquence de pratiquement toutes les situations de migration forcée... Du point de vue méthodologique [la paupérisation] est incontestablement le dénominateur commun aux situations des réfugiés et des expulsés ». Cependant, les causes de paupérisation ou de « succès » ne sont pas toujours les mêmes dans les deux cas ; il est donc nécessaire de garder en mémoire les divergences.

En fait il ne s'agit pas de prendre un cadre d'analyse et de le transposer à l'identique sur des processus d'une autre nature⁶. Le

-
4. Cette discussion a pris forme à Oxford lors de la conférence internationale de 1996 sur la Réinstallation et les Réfugiés. Elle continue dans le volume *Risks and Reconstruction*.
 5. Il y aurait quatre conséquences positives. *Empiriquement*, les deux champs de recherche peuvent s'enrichir mutuellement : *sur le plan théorique*, ils ne peuvent que s'enrichir en comparant leurs données ; *sur le plan de la méthode*, en échangeant leurs outils. *Politiquement*, leur réunion peut augmenter la pression de leurs recommandations sur l'opinion publique.
 6. Cette question ne sera pas examinée en détail. Je crois que les modèles sur le déplacement forcé présentent un fort potentiel d'extension à la question des réfugiés, à condition que cette « application » ne se fasse pas de manière trop mécanique. Je ferai occasionnellement allusion aux simila-

problème ici est de tester la valeur ajoutée fournie par ces instruments, et de savoir s'ils peuvent éclairer d'autres situations. Dans cet esprit Kibreab (in Cernea and McDowell eds. 2000) pense que le modèle du déplacement forcé est valide pour étudier les réfugiés et pour tout travail d'assistance. « Malgré d'évidentes différences » écrit-il, « un examen plus attentif indique la nécessaire pertinence de ce modèle ».

Quatre fonctions principales du modèle

Le modèle des risques de paupérisation et de reconstruction pour la réinstallation des personnes déplacées est centré sur les dimensions économiques et sociales des deux segments essentiels du processus : le déplacement forcé et la réinstallation. Il est essentiellement d'ordre synchronique, puisqu'il intègre des processus se déroulant simultanément, mais il reflète aussi le mouvement temporel allant de la perte initiale à la réhabilitation.

Trois concepts fondamentaux : *risque, paupérisation, reconstruction*. Ces blocs fondateurs seront ensuite spécifiés par les dimensions ou les variables qu'ils appellent (par exemple, le fait d'être sans terre, la marginalisation, la morbidité, l'anomie). Ces variables interagissent l'une sur l'autre ; certaines jouent un rôle déterminant, d'autres un rôle dérivé dans les processus d'appauvrissement et de reconstruction (ceci, le plus souvent en fonction de circonstances données). L'introduction de ces concepts permet d'élargir considérablement les approches théoriques à l'œuvre et les pathologies intrinsèques à ce processus.

Ce cadre d'analyse permet aussi d'appréhender la dialectique entre *risque potentiel* et *risque effectif*. Tous les déplacements forcés comportent des risques socio-économiques majeurs, mais *ils ne sont pas pour autant condamnés à y succomber*.

Le concept de risque au sens sociologique⁷ est utilisé ici au sens de la *possibilité* qu'un certain type d'actions déclenche des effets

rités entre les deux situations, qui appellent des explorations plus systématiques. Les spécialistes du problème des réfugiés me semblent mieux placés encore pour tester les potentialités du modèle présenté ici.

7. La littérature sur ce concept est de plus en plus abondante, la société moderne étant de plus en plus souvent qualifiée de « société à risque ». (Beck 1990). Souvent les termes de « risque », de « danger », et de

négatifs (Giddens, 1990). Ce concept se présente alors comme l'anti-concept de celui de *sécurité* (Luhman, 1993). Plus grands sont les risques, moins les populations sont en sécurité. Les risques sont souvent directement perceptibles et peuvent être scientifiquement mesurés (Adams 1998) en tant que réalité objective. Voir le risque comme une construction culturelle serait peut-être mal apprécier son existence ou l'ignorer, mais ceci ne change rien à son existence objective (Stallings, 1995).

Modéliser les risques propres au déplacement forcé c'est analyser ses processus synchrétiques pour aboutir à des dimensions essentielles et universelles. Les voici.

- a. Perte de terre
- b. Perte d'emploi
- c. Etre sans foyer
- d. Marginalisation
- e. Vivre dans l'insécurité alimentaire
- f. Augmentation de la morbidité et de la mortalité
- g. Perte d'accès aux ressources collectives
- h. Déstructuration de la communauté d'appartenance

Chacune de ces dimensions sera examinée.

L'essentiel, c'est la logique interne du modèle. Elle implique une réversion des risques. Ceci peut s'accomplir à l'aide de stratégies spécifiques appuyées sur des financements adaptés. En inversant la perspective, on voit quelles directions adopter :

- a. D'être sans terre à être réinstallé
- b. Du chômage à l'emploi
- c. D'être sans demeure à une demeure
- d. De la marginalisation à l'intégration

« risque accidentel » sont utilisés l'un pour l'autre. Quelques sociologues (par exemple Giddens 1990) rejettent explicitement toute différence entre « risque » et « danger ». D'autres pensent le contraire pour certaines situations, le « risque » s'identifiant alors à la probabilité d'un impact négatif résultant d'un accident. (Kaplan and Garrick 1981). Généralement, le risque est défini comme l'éventualité inhérente à une action sociale d'engendrer des effets négatifs (pertes, destruction, effets contre-productifs, perte d'avantages pour les générations futures, etc.)

- e. Du risque sanitaire à de meilleurs soins
- f. De l'insécurité alimentaire à une meilleure nutrition
- g. De la perte des ressources et services communautaires à leur restauration.
- h. De la déstructuration de la communauté à sa reconstruction.

La double insistance du modèle sur les risques *et* les stratégies de reconstruction facilite son utilisation opérationnelle. Ses composants peuvent être adaptés par une planification adaptée selon leur impact relatif. Ceci implique de les considérer comme un système de variables entretenant des relations mutuelles.

La compréhension de ces liens permet aux décideurs de déclencher des enchaînements d'effets et des synergies entre les mesures correctives. Ainsi vu comme un ensemble conceptuel, le modèle est flexible ; il permet l'intégration de nouvelles dimensions si nécessaire et son adaptation à des situations nouvelles.

Le modèle IRR peut être employé pour la formulation de politiques générales, au-delà des projets individuels. Il peut fournir de l'information à tous les acteurs sociaux impliqués dans la réinstallation : les gouvernements et les décideurs, les personnes réinstallées elles-mêmes, les concepteurs de projets, les analystes sociaux, les institutions à l'œuvre. Il peut être associé à d'autres cadres d'analyse.

On peut présenter comme suit ses quatre *fonctions*, liées :

1. Une fonction prédictive (alerte et prévision)
2. Une fonction de diagnostic (explication et évaluation)
3. Une fonction de résolution des problèmes (pilote et évaluation de la réinstallation)
4. Une fonction épistémologique (formulation d'hypothèses et conduite d'enquêtes liées à ces hypothèses théoriques).

La fonction prédictive

Elle résulte de la connaissance approfondie des expériences passées, accumulées et synthétisées. Cette connaissance aide à prévoir des problèmes « cachés », caractérisés par les huit risques majeurs

d'appauvrissement. La prévision relève en fait d'un système d'alerte avancée sur les pathologies sociales probables, alerte qui peut être formulée bien avant que la décision de déplacement soit prise. Le modèle fournit ainsi aux décideurs des capacités d'anticipation essentielles à des mesures de réduction des risques.

Pratiquement, ceci permet de chercher des alternatives au déplacement forcé ou d'y répondre par des mesures correctives, des stratégies ou des approches d'adaptation. Les gouvernements, institutions et planificateurs qui omettent une phase d'identification des risques s'exposent d'avance - et avec eux surtout les personnes déplacées - à des résultats beaucoup plus douloureux⁸.

La fonction de diagnostic

Il s'agit de la capacité *explicative* et *évaluative* du modèle, qui transforme une analyse d'ordre général en un diagnostic spécifique sur le projet particulier. Le modèle sert d'outil cognitif pour peser la relative intensité des risques. Ceci permet l'identification pratique des accidents économiques et sociaux à prévoir, et les conséquences possibles de l'opération de déplacement. Ce diagnostic fournit une information spécifique cruciale.

La fonction de résolution des problèmes

Elle résulte des capacités analytiques du modèle, en tant qu'il est explicitement orienté vers l'action. Il est formulé en prenant en compte tous les acteurs, leurs interactions et leurs propres capacités à contribuer à résoudre les problèmes. Comme on l'a vu, l'identification des risques doit être « remise sur ses pieds » pour aboutir à des prescriptions pour l'action. Le modèle fournit alors une boussole à des stratégies de reconstruction des modes de vie, en dépassant les simples mécanismes d'assistance et en rendant possible une orientation de re-développement.

La fonction épistémologique

Le modèle IRR fournit aux chercheurs un appui conceptuel et méthodologique pour conduire leur enquête de terrain. Il stimule les

8. Malheureusement beaucoup d'institutions adoptent la « politique de l'autruche » en s'enfermant dans l'ignorance au lieu d'utiliser dès l'abord des instruments d'identification des risques.

hypothèses sur les interrelations entre les variables propres au déplacement et à la réinstallation, et l'exploration de synergies ou d'antnergies entre risques. Son utilité vient ici de sa capacité à guider la collecte de faits et l'agrégation d'observations empiriques variées. Il permet aussi d'informer la comparaison des réactions aux risques parmi des populations et des cultures variées, dans des époques différentes.

Les risques majeurs de paupérisation dans les situations de déplacement forcé

Malgré la considérable diversité des projets les chercheurs trouvent quelques éléments de base récurrents. On a identifié, on l'a vu, huit processus communs. L'effet cumulé de ces processus est l'émergence rapide de la paupérisation. (Cernea, 1990, 1995b). Avant que le déplacement forcé prenne place, il ne s'agit que de risques ; mais sans contre-mesures ces derniers se transforment en un appauvrissement catastrophique.

Ces risques menacent non seulement les personnes déplacées, mais aussi l'économie locale ou régionale, qui peut souffrir des pertes ou des difficultés majeures. Selon les conditions locales, le risque individuel varie. Mais leur identification systémique permet de *prédire leur récurrence et leur probabilité d'émerger* dans des conditions futures de même ordre. Ces risques fondamentaux sont commentés ci-dessous, en s'aidant de quelques données empiriques développées plus extensivement (in Cernea et McDowell (eds) 2000).

La perte de terres

L'expropriation retire aux populations le fondement même de leurs systèmes productifs, de leurs activités commerciales et de leur mode de vie. C'est la principale forme de paupérisation des personnes déplacées, qui perdent leur capital naturel et manufacturé.

Nayak (2000) montre en détail comment le groupe tribal indien Kisan en Orissa a été dépouillé de ses terres, comment les procédures de compensation ont échoué à les leur restituer, et comment cette perte des terres s'est non seulement produite mais a aussi engendré des effets cumulatifs pour ce groupe tribal. Ota (1996) note à propos du projet indien de Rengali que le pourcentage de familles sans terre a plus que doublé après réinstallation (de 4,6 % à 10,9 %) ; Reddy

(1997) note que dans les déplacements de Singrauli liés aux mines de charbon, la proportion de gens sans terre a cru vertigineusement (de 20 à 72 %). Une étude sociologique du projet hydroélectrique de Kiambere, au Kenya, montre que les superficies possédées après réinstallation ont diminué en moyenne de 13 à 6 hectares ; le bétail a été réduit de un tiers ; les rendements par hectare ont déchu de 68 % pour le maïs et de 75 % pour les haricots. Le revenu familial est tombé de 10968 Ksh à 1976 Ksh, soit une diminution de 82 % (Mburugu, 1993 ; Cook, 1993). En Indonésie une étude de l'Institut d'Ecologie de Padjadjaran (1989) autour du réservoir de Saguling montre que les familles relogées ont perdu 47 % de leurs terres et que leur revenu a diminué de moitié. On trouve le même genre d'observations pour le Brésil (Mougeot, 1989). Les études anthropologiques de terrain montrent que la perte des terres a généralement des conséquences plus sévères que la perte d'un foyer.

La perte d'emploi

Le risque de perdre un emploi salarié est très élevé dans les déplacements forcés, en zone urbaine comme en zone rurale, pour les gens qui travaillent dans les entreprises, les services et l'agriculture. Cependant la création de nouveaux emplois est difficile et suppose des investissements substantiels. Le chômage ou le sous-emploi chez les personnes relogées persiste souvent après que la réinstallation ait eu lieu physiquement.

Les pertes d'emploi peuvent survenir de trois manières : dans les zones urbaines, les travailleurs perdent leur emploi dans les industries et les services. Dans les zones rurales, les personnes qui ne sont pas propriétaires perdent toute possibilité de travail chez les propriétaires (fermage, métayage) et perdent aussi tout droit d'usage lié aux régimes communs de propriété. Les petits producteurs indépendants - ateliers, boutiques ambulantes, etc. - perdent leur travail. Dans le projet de la plaine de Tananarive en 1993 par exemple, on ne leur reconnut aucune compensation, alors qu'ils avaient perdu et leur travail et leur clientèle. L'étude menée auprès de maisonnées indiennes de cinq villages de la région de Talcher, en Orissa (Pandey, 1996), montre une augmentation du chômage de 9 à 43,6 %, accompagnée d'un large mouvement vers les activités tertiaires, si elles se présentent. Les pertes de revenus se situaient entre 50 et 80 % selon les groupes tribaux et les castes. La formation alternative offerte à quelques personnes déplacées peut offrir des qualifications, mais pas nécessairement des emplois. On peut trouver le même genre de

situations dans les pays développés. Dans le projet hydroélectrique de Churchill-Nelson (Manitoba, Canada) l'activité économique des peuples indigènes réinstallés s'est trouvée interrompue (pêcheries, chasse au gibier d'eau, fourrure) ; les études directes montrent une augmentation significative du temps non-productif.

Le chômage n'apparaît souvent qu'après un certain délai parce que dans le court terme les réinstallés peuvent bénéficier d'emplois liés au projet. Ce type d'emploi est cependant précaire. Les observations de divers projets de barrage⁹ montrent que le « boom » de l'emploi engendré par la construction nouvelle absorbe temporairement quelques relogés puis décroît sévèrement dès la fin du projet.

La perte de demeure

La perte de tout abri tend à être temporaire pour beaucoup de personnes en voie de réinstallation ; mais pour certains, l'absence de foyer ou la détérioration de leurs conditions de logement restent des dimensions persistantes de leur condition. Plus généralement, la perte de la maison familiale et de l'espace culturel aboutissent souvent à une aliénation et à une perte de statut. Pour les réfugiés, l'absence de foyer et de « lieu » de vie sont évidemment des conditions intrinsèques de la situation.

Dans le projet urbain de Douala au Cameroun, les efforts de plus de 2000 familles déplacées pour construire de nouvelles demeures permanentes furent sévèrement contrariés ; seuls 5 % d'entre elles reçurent un prêt permettant d'acheter le lot qui leur avait été assigné. Des rapports sur le réservoir de Danjiangkou en Chine montrent que 20 % des personnes en voie de réinstallation perdirent leur maison et devinrent indigentes¹⁰. La destruction par la force d'abris provisoires construits par d'ainsi nommés « squatters » est parfois utilisée (par exemple dans la zone du parc de Kibale, en Ouganda). Quand les gouvernements prennent des mesures de « villagisation » et obligent les populations à s'y installer, les familles perdent tout leur capital et

9. Par exemple les barrages de Gezhouba en Chine, de Tucurui au Brésil, le barrage Attaturk en Turquie, le complexe hydro-électrique de Nangbeto au Togo et au Bénin, le barrage de Chungju en Corée.

10. Les expériences tragiques des barrages de Danjiangkou et Sanmexia dans les années 1960 et 1970, amenèrent à l'adoption par la Chine de politiques de réinstallation plus adaptées, et tournées vers le re-développement des familles déplacées.

tendent à développer un sentiment persistant de déracinement (pour l'Afrique de Sud voir deWet 1995 ; voir aussi Low et Altman 1992 pour la notion d'un « attachement aux lieux »). Le risque de voir les conditions de logement se détériorer augmente si les habitations démolies sont remboursées au prix du marché et non au prix de remplacement.

Les familles déplacées ne peuvent souvent pas mobiliser le travail et les sommes nécessaires pour reconstruire une maison rapidement ; elles sont donc contraintes de trouver des abris « temporaires ». Ceux-ci ressemblent de fait à des camps de réfugiés, établis en une nuit. Les « centres de relogement d'urgence » et les « camps temporaires » (comme près du barrage de Upper Krishna et du projet d'irrigation de Karnataka, en Inde) tendent en fait à rendre chronique la qualité de sans-domicile, plutôt que temporaire. Dans le cas du projet d'irrigation de Fom-Gleita en Mauritanie, seules 200 familles déplacées sur 881 ont réussi à reconstruire une maison immédiatement ; le reste a vécu pendant deux ans ou plus sous des tentes ou des abris bâchés. Dans les projets d'irrigation dérivés de Kukadi-Krishna de l'état de Maharashtra, en Inde, 59 % des familles déplacées vivaient dans des logements temporaires encore 10 à 15 ans après leur relogement (Joseph, 1998). Cependant les risques de perte du foyer, étroitement associés au chômage, à la marginalisation, à la diminution de l'espérance de vie, peuvent être évités par des financements adéquats et une préparation démarrée en temps utile.

La marginalisation

Elle se produit quand les familles déracinées perdent tout pouvoir économique et sont prises dans une spirale de « mobilité descendante ». Les agriculteurs de revenu moyen deviennent des petits planteurs ; les petits commerçants et artisans connaissent la pauvreté. Beaucoup de personnes ne peuvent plus utiliser leurs qualifications antérieures ; le capital humain acquis par l'expérience est perdu ou devient obsolète. La marginalisation économique est souvent accompagnée d'une marginalisation psychologique et sociale, qui s'exprime dans une chute du statut social, une perte de confiance en soi, un sentiment d'injustice et de vulnérabilité. La coercition des processus de déplacement atteint l'image que les personnes déplacées ont d'elles-mêmes, et elles sont souvent perçues par les communautés hôtes comme dégradant leur environnement.

La marginalisation comporte de multiples facettes. Les personnes déplacées perdent du statut dans leur nouvelle communauté où elles sont considérées comme « étrangères », ce qui leur empêche un accès plein à différentes ressources. La marginalisation psychologique (voir la discussion détaillée de Fernandes 2000) est une dimension régulièrement négligée dans la planification d'opérations de réinstallation. Pourtant toutes les dimensions déjà évoquées sont largement attestées dans beaucoup d'endroits (Appell, 1986). La déstructuration et la marginalisation économiques prennent place bien avant la réinstallation proprement dite, parce que les investissements en infrastructure et en services s'arrêtent bien avant le début du projet. Des pertes partielles ou totales de terre (par exemple pour une route ou un canal) rendent certaines exploitations non-rentables. Des agriculteurs de fonds de vallée à haute productivité se voient marginalisés quand ils ont à travailler sur des versants, aux sols moins fertiles. La marginalisation résulte aussi de la perte de ressources non-agricoles, comme on l'a montré pour le projet hydroélectrique de Kulekhani au Népal (Bjornnes, 1983 et Pockharel, 1995) ou le projet Kotmale au Sri-Lanka (Soeftestad, 1990).

Chez les personnes déplacées en zone urbaine, la marginalisation est parfois graduelle et peut se produire après la réinstallation, lorsque par exemple les personnes réinstallées reçoivent des emplois peu rémunérateurs (à la place d'un espace de sol). Les agences gouvernementales acceptent tacitement cette marginalisation quand elles considèrent que la récupération du niveau de vie ancien n'est qu'une « question de temps ».

L'insécurité alimentaire

Le déplacement forcé augmente les risques de malnutrition temporaire ou chronique. Pendant le processus physique de déplacement forcé et de réinstallation des chutes soudaines de ressources alimentaires et de revenu sont prédictibles. Il s'ensuit que la faim et la malnutrition sont présentes pendant le temps de reconstruire un système productif. Green (2000) présente une analyse extensive des risques alimentaires menaçant les réfugiés et les personnes réinstallées, quelles que soient les différences repérables. Hakim (2000) analyse le cas du groupe tribal Vasava au Gujrat, contraint de passer de la production vivrière à la culture de rente. Les effets négatifs du barrage de Manantali et de la gestion de l'eau au Sénégal ont été précisément décrits par le même concept « d'insécurité alimentaire provoquée par le développement induit » (Horowitz et Salem-

Murdock, 1993). Près du barrage de Victoria au Sri Lanka, les familles recevaient encore des bons de nourriture longtemps après leur déplacement. (Rew et Driver, 1986). La superficie de terre cultivée par tête dans le réservoir chinois de Bailiamba ayant décliné de 1,3 à 0,4 Mu après réinstallation, 75 000 tonnes de secours annuel en nourriture durent y être acheminées pendant plusieurs années. Les risques nutritionnels renforcent les risques de morbidité et de mortalité (ci-dessous) et dépendent largement de l'effectivité des mesures de contrôle de perte de terre et de perte de domicile.

L'augmentation de la morbidité et de la mortalité

Les déplacements massifs de population présentent de sérieuses menaces pour la santé. Les stress et les traumatismes psychologiques s'accompagnent parfois de maladies liées au déplacement, notamment de maladies parasitaires et de maladies à vecteurs comme la malaria et la schistosomiase. Des réseaux déficients d'approvisionnement en eau et des systèmes d'égouts improvisés augmentent la vulnérabilité aux épidémies et à la diarrhée chronique, la dysenterie, etc. Les segments démographiques les plus faibles - enfants, vieillards - sont les plus affectés.

La recherche empirique montre que les personnes déplacées sont plus sujettes à tomber malades après leur déplacement qu'avant. Un résultat inintentionnel des grands programmes d'infrastructure est souvent aussi une augmentation de la morbidité chez ceux des groupes de la région qui n'ont pas été déplacés¹¹.

Au Sri Lanka une explosion de gastro-entérite fut constatée près du barrage-réservoir de Victoria (Rew and Driver, 1986) ; près du site de réinstallation du système C de Mahaweli l'incidence de la malaria augmenta de 8,9 à 15,6 %. (Jayewardene, 1995). Dans la zone de Akosombo au Ghana, la prévalence de la schistosomiase passa de 1,8 % avant la réinstallation à 75 % chez les adultes habitant près du lac, et à 100 % chez les enfants, en quelques années. Le projet d'irrigation de Fom Gleita, en Mauritanie dépassa l'impact attendu de schistosomiase en atteignant 75 % des enfants ; la santé des agriculteurs fut aussi atteinte du fait de l'eau qu'ils buvaient. Près du réservoir de Nam Pong en Thaïlande les enquêtes de suivi confirmèrent que les taux locaux de morbidité - douve du foie,

11. Ceci est dû largement à l'apparition de « villes spontanées » et de camps de travail incontrôlés, où les services sanitaires sont déficients.

ankylostomes - supérieurs aux taux de la province résultaient de la dégradation des conditions de vie et d'une mauvaise gestion des déchets.

L'interaction entre deux des processus propres au modèle - détérioration de la santé et perte de domicile- a été vérifiée empiriquement depuis longtemps, notamment pour les groupes les plus vulnérables (personnes âgées) (Ferraro, 1982 et Borup et al., 1979).

Le « stress social » lié au déplacement forcé a été reconnu porteur de différentes conséquences sur l'équilibre psychologique selon l'âge, le genre et les statuts conjugaux et professionnels (Scudder et Colson 1982 ; Scudder 1985 ; Turner et al. 1995 ; voir Appell 1986 pour des suggestions originales sur la mesure du stress social).

Des taux de mortalité plus élevés semblent aussi résulter des risques épidémiques ou de divers accidents associés à la création de nouvelles étendues d'eau. Le manque d'information et de mesures de précaution a ainsi provoqué une centaine de morts par noyade au réservoir de Saguling (Indonésie) pendant les 14 premiers mois ; à Cirata (Indonésie) dix noyades sur les dix premiers mois (Padjadjaran University 1989).

La perte d'accès aux ressources collectives

Pour les plus pauvres, ceux sans terre et sans ressources, la perte de l'accès aux anciennes ressources communes (pâturages, terres boisées, ressources aquatiques, sépultures, carrières etc.) aboutit à une détérioration significative du revenu et des modes de vie. Ces pertes ne sont généralement pas compensées par les gouvernements. Elles s'alourdissent de la perte d'accès aux services publics comme l'école (Mathur, 1998 ; Mahapatra, 1999a, 1999b) que l'on peut regrouper sous la même rubrique.

Kibreab (2000) analyse les liens entre les ressources communes (CPRs¹²), la pauvreté et les risques de paupérisation, compte tenu de certaines structures de pouvoir et de la vulnérabilité des personnes déplacées. La recherche empirique montre qu'une bonne partie des ressources des plus pauvres provient des produits comestibles de la

12. *Common Property Resources* (NdT).

forêt, du bois de chauffage et des carrières publiques. Leur perte induit une rupture importante. Ainsi dans les régions semi-arides de l'Inde, 91 à 100 % du bois de chauffage, 66 à 89 % de l'énergie domestique, 69 à 80 % des ressources en pâturage viennent de terres collectives (Sequeira, 1994). L'étude de sept projets ayant impliqué des déplacements forcés en Orissa (Inde) entre 1950 et 1994 ne montre aucune compensation pour les ressources collectives (Pandey et al., 1998). Dans la région du barrage de Rengali en Inde, seulement 23, 7 % des personnes réinstallées avaient accès aux pâturages et 17,5 % aux sépultures.

Quand l'accès aux ressources collectives n'est pas protégé et garanti, les personnes déplacées tendent à occuper les réserves forestières ou à créer une pression sur les ressources de la population hôte. Ceci constitue une autre cause de conflit et de dégradation de l'environnement naturel.

La déstructuration sociale

Le déplacement forcé déchire le tissu social existant. Il disperse les communautés, défait les modèles d'organisation sociale et les relations interpersonnelles ; il en va de même des groupes de parenté. Ceci aboutit à une perte nette de « capital social » qui s'ajoute à la perte de capital naturel et humain. La perte de ce capital social passe généralement inaperçue et ne peut donc être compensée par les programmes qui la causent ; cette perte a des conséquences de long terme.

Il est difficile de reconstruire les réseaux sociaux qui réunissaient autrefois des gens travaillant pour des intérêts communs. Cette perte est plus sévère dans les projets qui réinstallent les gens de manière dispersée, coupant leurs liens avec le voisinage, au lieu de les reloger par groupes et par unités sociales. Une étude sociologique détaillée de Behura et Nayak (1993) concernant un projet de barrage en Inde a montré des manifestations variées de déstructuration du système de parenté : distensions des liens proches, aliénation et anomie, perte de contrôle dans les relations avec l'autre, moindre cohésion des familles. Les mariages sont repoussés à plus tard parce que les dots, les festins et les dons ne sont plus possibles. Les relations des personnes réinstallées avec leurs parents restés sur place se distendent ; l'interaction entre familles se réduit. Aussi, la participation aux activités collectives diminue ; les sépultures collectives perdent toute forme reconnaissable. Toujours en Inde, une

monographie sur le barrage de Hirakud montre que les maisonnées « dont le statut économique avait été complètement bouleversé par le déplacement forcé » n'avaient pas été « intégrés de manière satisfaisante » ensuite (Baboo 1992). « Les gens persistent dans leur être, mais l'ancienne communauté n'est plus » (Downing, 1996a).

Les historiens des migrations ont souvent abouti à la conclusion que les coûts de réinstallation des populations déplacées vont bien au-delà de simples « coûts financiers » ; « les coûts les plus lourds » note Sowell (1996) « résultent de la rupture des relations familiales, et de la confrontation à un univers d'incertitude dans une terre étrangère ». La pauvreté ne résulte pas seulement d'une perte de revenu et d'actifs - une terre, un abri, de la nourriture ; la perte de réseaux de réciprocité intensifie le processus de paupérisation dans ses formes de perte d'autonomie, de dépendance et de vulnérabilité.

L'intensité différentielle des risques

Les risques majeurs d'appauvrissement qu'on a décrits doivent être considérés comme un ensemble de variables interconnectées. Ils affectent des populations fréquemment considérées comme répugnant à prendre des risques. Cependant ce lourd enchevêtrement de menaces les atteint sans qu'on leur ait demandé leur avis. Dans ces situations les personnes sont confrontées à ces risques de manière simultanée, et non à chacun de ces risques pris séparément. Le résultat est ce qu'on appelle une crise.

Selon les sites et les circonstances, le secteur (urbain ou rural), et la saison, l'intensité des risques propres au déplacement forcé varie ; parfois certains risques n'atteignent pas tel ou tel groupe. A l'inverse, d'autres risques propres au site concerné peuvent émerger. Les situations particulières sont toujours plus riches que le modèle général ; mais ce dernier est présent dans toutes les situations.

On peut illustrer la variabilité des situations en remarquant (Feeney, 1995 ; Koenig, 1995 et Pandey, 1998) que les femmes sont plus affectées que les hommes. Agnihotri (1996) signale la discrimination flagrante des mesures de compensation : par exemple l'accès aux mesures de compensation pour les célibataires est fixé en Orissa à 18 ans pour les hommes, mais à 30 pour les femmes ! Une synthèse documentée, au plan mondial, des observations sur les groupes tribaux affectés par les déplacements forcés (Colchester,

1999) a montré sans équivoque que ces groupes vulnérables sont beaucoup plus exposés aux risques de paupérisation exposés ci-dessus que la population générale. De pénétrantes recherches sur le terrain ont montré *pourquoi* (Fernandes, 1991, 2000 ; Mahapatra, 1994 et Nayak, 2000).

Les enfants sont exposés à des conséquences particulièrement perverses. Réfléchissant au modèle dans le cas de l'Inde, Mahapatra (1999a) suggère « d'ajouter aux huit risques de paupérisation celui de la perte d'éducation pour les enfants ». La réinstallation interrompt souvent la scolarisation ; pour certains enfants elle signifie son interruption définitive. Du fait des pertes de revenu de la famille, beaucoup vont rejoindre précocement le marché du travail. Ces caractéristiques propres aux groupes vulnérables appellent à l'évidence des réponses adaptées.

Les risques pour les populations hôtes

Ces populations constituent un acteur majeur d'une réinstallation bien conduite. Distinguer les risques qui les affectent est facilité par l'emploi du modèle.

Evidemment, les risques qu'elles encourent ne sont pas de même nature que ceux affectant les personnes déplacées ; mais ils sont liés, et peuvent aussi impliquer l'appauvrissement. L'afflux massif des personnes déplacées crée des tensions sur les ressources et services sociaux, et sur le marché du travail. Les prix des biens tendent à s'élever, et la situation sanitaire à se dégrader. Dans les zones culturellement hétérogènes, des conflits sont probables, et les tensions sociales risquent de perdurer. Les effets induits sur l'environnement affectent aussi bien les populations hôtes que les personnes déplacées.

La sauvegarde la plus effective des intérêts des populations hôtes consiste à mettre au point des projets adéquats pour les populations déplacées, en termes de financement tout aussi bien qu'en termes d'organisation. L'étape de préparation est cruciale, alors que l'on identifie des sites de relogement et que l'on cerne les caractéristiques des populations hôtes ; c'est à ce moment que l'on peut identifier les risques affectant ces dernières. L'expérience a montré que si l'on peut faire bénéficier les personnes déplacées de mesures spéciales, il faut aussi en faire bénéficier les populations

hôtes dans la mesure du possible. Ceci contribue à minimiser les tensions et la concurrence entre les deux groupes.

En bref, le modèle IRR rend compte d'un large éventuel de risques - de risques économiques, mais aussi de risques sociaux et culturels. Il permet de discerner dans les processus même de déplacement forcé les mécanismes à l'origine de l'appauvrissement, et leurs dimensions principales. Ainsi des dommages monétaires et non-monétaires : la perte d'actifs économiques, la perte d'un domicile, la dégradation de la santé, des conditions de logement et d'éducation, la perte d'appartenance communautaire, la perte de pouvoir et d'influence. Dans le cours du déplacement, les gens perdent leur capital dans toutes les acceptions de ce terme : - capital naturel, manufacturé, social et humain. Les mesures de sauvegarde sont indispensables¹³ et elles sont plurielles. Les mesures de reconstruction sont *multidimensionnelles* ; elles prennent la forme d'un programme analytique et systématique. C'est ce programme qui est présenté dans cette deuxième partie ; il transforme le modèle des risques en stratégie de reconstruction.

La réversion des risques : le modèle comme prophétie autodestructrice

La question fondamentale est maintenant : si le modèle peut aider à *prédire* et à *diagnostiquer* les risques du déplacement forcé, peut-il aider à les éliminer ?

La réponse est évidemment oui. Le modèle ne se comporte pas comme une Cassandre de la paupérisation forcée, mais comme un guide pour résoudre les problèmes identifiés. Il faut le lire « à l'envers » ; il fournit alors un instrument pour reconstruire les modes de vie des personnes déplacées.

Robert K. Merton a montré de convaincante manière que la prévision d'un résultat non-désiré peut tourner à une « prophétie autodestructrice » (Merton, 1979). Il s'ensuit qu'un modèle de prédiction des risques n'est *pas* utile du point de vue pratique quand il

13. Les implications des risques d'appauvrissement en termes de pertes de capital ont été récemment explorées par Juliette Hayes dans sa maîtrise sur l'IRR à la *London School of Economics* (1999). Cette analyse contribue à l'idée de plans de reconstruction multi-dimensionnels.

est confirmé par des événements négatifs, mais plutôt quand ce qu'il prédit permet de parer à ces risques. Les capacités prédictives du modèle IRR proviennent de la connaissance accumulée. Voici pourquoi ce modèle contribue à détruire sa propre prophétie.

La connaissance des risques est fondamentale pour une planification saine. Le modèle proposé présente, au-delà d'une alerte générale, une matrice d'évaluation sur le terrain de la variabilité des risques. Cette évaluation peut - et doit, en fait - mener à des mesures spécifiques de sauvegarde. L'utilisation de ce modèle sur le terrain pour la préparation des projets et la planification est déjà attestée¹⁴.

La réversion du modèle indique la direction que doivent prendre les mesures de sauvegarde : ainsi la perte de terre implique de planifier d'avance l'accès à des terres, il en va de même de la perte d'un foyer ; etc.

Plus généralement, le modèle IRR est porteur de deux messages essentiels : un message politique et un message stratégique.

Le message politique tient à ce que l'ensemble structurel de risques inhérents au déplacement forcé *peut être contrôlé au travers d'une politique donnée*, qui provoque des solutions appropriées et les financent. Mais cet ensemble ne peut être contrôlé par des mesures au coup par coup.

Le message stratégique est que des planifications ou programmes *spécifiques* sont chaque fois nécessaires, afin d'adapter le modèle général et les circonstances particulières. Des mesures non concertées - par exemple, une simple compensation monétaire - ne correspondent pas à l'ensemble des risques. La compensation ne peut remplacer l'absence de pensée stratégique et de mesures d'ensemble.

C'est l'affaire de l'Etat de définir des politiques d'intervention et d'allouer des ressources financières, organisationnelles, techniques, etc. ; mais il ne serait pas réaliste de concevoir le processus de reconstruction simplement comme un effort *top-down* de style paternaliste ; il y faut la participation des personnes déplacées elles-mêmes.

14. On en a des exemples pour l'Inde (Thangaraj 1996) et pour les Philippines (Spiegel 1997) ; d'autres rapports utilisent ce modèle pour la supervision des opérations (Downing, 1996a, 1996b ; Mathur et Marsden, 1998) ; pour d'autres applications voir Cernea and McDowell (eds.) 2000.

La stratégie souhaitée ici ne peut se limiter à un seul acteur, l'Etat ; c'est une stratégie multi-acteurs. Ainsi des organisations de personnes déplacées, des leaders, des ONG, des populations hôtes : leur participation à la reconstruction est indispensable.

Les mesures techniques et financières sont évidemment différentes s'il s'agit de réinstallation forcée ou de réfugiés fuyant des conflits. Dans les situations de déplacement forcé, l'Etat est responsable et doit fournir les ressources nécessaires ; le cas des réfugiés est différent. Cependant il y a des facteurs communs ; les dimensions propres de la reconstruction sont largement analogues, et cette analogie permet un transfert d'expérience d'un cas à l'autre.

Composantes essentielles de la reconstruction

L'objectif premier de toute mesure d'accompagnement du déplacement forcé devrait être de prévenir le processus de paupérisation et de reconstruire la vie des personnes réinstallées. Pour examiner les composantes du processus de reconstruction on suivra une séquence légèrement différente de celle adoptée pour exposer les risques. On traitera tout d'abord des variables économiques essentielles - la terre et l'emploi- puis de celles relatives à la reconstruction de la communauté, au logement et aux services sociaux¹⁵.

De la perte de terre à l'accès à une terre, du chômage à l'emploi

C'est toute la question. Le succès du processus est souvent associé à différentes possibilités : l'identification de terres équivalentes, puis la mise en production de ces nouvelles terres ; la recherche de productions végétales plus rentables ; la diversification des activités ; l'utilisation des ressources créées par le projet (réservoirs, zones irriguées, etc.). Les investissements destinés à créer des emplois durables sont tout aussi bien nécessaires.

15. Nous avons certainement besoin d'autres recherches empiriques pour identifier les expériences réussies de reconstruction des modes de vie. Les anthropologues et sociologues ont été beaucoup plus préoccupés par la description des conséquences négatives des déplacements forcés que par les réussites. Vu qu'une gestion réussie est plus rare, une meilleure connaissance des expériences qui en relèvent est une tâche prioritaire.

Les systèmes d'occupation de nouvelles terres ont été fréquemment utilisés en Afrique pour créer de nouvelles bases productives à la fois pour des personnes déplacées aussi bien que pour des réfugiés. (Lassailly-Jacob, 2000 ; voir aussi 1994, 1996 ; Eriksen, 1999). Dans les zones très peuplées, la pénurie des terres demande des approches innovantes. Pour traiter ce problème dans la zone du barrage de Shuikou en Chine, les responsables de projet convertirent hardiment des pentes improductives en terrasses pour l'horticulture. A cette fin, le projet a financé tout l'équipement mécanique nécessaire. Des vergers furent plantés plusieurs années avant la réinstallation, si bien que les arbres produisaient des fruits à peu près en temps voulu au moment même de la réinstallation¹⁶. Il en résulta 53.000 *mu* d'arbres fruitiers, 10.000 *mu* de thé, 26.000 *mu* de bamboueraie, et la plantation de plus de 200.000 jeunes fruitiers.

L'intensification de l'agriculture et les choix de nouvelles cultures fournissent du travail et un cadre de vie à plus de 20.000 personnes réinstallées. Leur revenu moyen est plus élevé que celui prévu à l'origine. Il faut noter que cette amélioration s'est produite alors que l'exploitation agricole par tête s'est réduite de 0,98 à 0,32 *mu*. Le reste des personnes déplacées bénéficia de mesures complémentaires de diversification : pour l'élevage (canards et pêche dans le réservoir), 6 % des réinstallés ; travail dans les services et le transport (13,4 %), nouvelles entreprises (19,3 %). (World Bank/OED, 1998). L'initiative des personnes réinstallées à Saguling (Indonésie) permit d'épargner le terreau menacé par le réservoir, et de le déplacer vers des parcelles en amont ainsi fertilisées (Costa-Pierce, 1996).

Dans l'ensemble du monde en développement, il apparaît que la compensation de terre par de la terre - dans les termes du modèle une « réinstallation basée sur la terre » - est beaucoup plus adéquate que la compensation monétaire, qui échoue souvent à rétablir le revenu perdu, sans parler de l'améliorer. Cependant, des études de terrain systématiques (McMillan et al., 1998) ont démontré que le seul accès à une terre est une mesure insuffisante, même dans le cas d'une réinstallation volontaire. La réinstallation basée sur la terre doit être accompagnée par des mesures techniques et sociales.

La gestion du projet associée aux initiatives et aux ressources propres des personnes réinstallées peut transformer la perte de terre en

16. Observations personnelles à Shuikou datant de 1986, 1988, 1990, 1994.

occasion de « cultiver l'eau », en d'autres termes de créer des fermes aquacoles dans les nouveaux réservoirs. Par l'aquaculture beaucoup d'entre eux sont devenus des sources de revenu. Dans celui d'Aquamilpa au Mexique, la pêche ne représentait que 4,1 % des activités productives chez les personnes affectées par le projet en 1989. Vers 1995, 60,8 % d'entre elles travaillaient dans une activité en rapport avec la pêche. Dans le réservoir de Cirata en Indonésie, les employés des fermes aquacoles gagnaient 56 000 roupies de plus par mois que les producteurs de riz avant la construction du barrage (Costa Pierce, 1996).

La création de parcs nationaux et de réserves de biosphère a souvent menacé d'expulsion les résidents. Une fois de plus, chaque cas empirique montre que se sont les problèmes d'accès aux terres et à l'emploi qui doivent être résolus avant tout. L'expulsion de terres traditionnelles a généralement impliqué des conséquences désastreuses (West and Brechin, 1991) ; mais les quelques cas de réinstallation réussie, comme au Parc National de Mololtoja au Swaziland, sont ceux où la terre a été allouée aux résidents expulsés d'une manière adaptée au contexte culturel (Ntshalintshali et McGurk, 1991). Une alternative pour éviter l'expulsion pure et simple consiste à combiner la reconnaissance de droits fonciers et la création d'emplois dans la conservation, ce qui aide les résidents à trouver un intérêt direct dans la préservation des ressources naturelles en tant que source de revenus (Raval, 1991 ; Wells et Brandon, 1992).

Fournir de nouvelles formations à des personnes réinstallées n'est une stratégie utile que s'il existe une demande effective du secteur privé, ou si de nouveaux investissements sont à l'œuvre. Dans le projet charbonnier de Dudichua en Inde, 225 agriculteurs sur 378 furent formés puis employés, à raison d'un emploi par famille, pour aboutir à des gains huit fois supérieurs au salaire minimum (World Bank 1995d). Sans grand support du projet, des fabricants de brique d'Argentine (projet Yacireta) ont brillamment réussi à reprendre la production et améliorer leur revenu (Mejia 1999, 2000). Cependant, des dilemmes restent non résolus : ainsi de la question des *squatters* ou des abus d'utilisation du domaine public. Par définition les *squatters* urbains sont installés dans des lieux publics, comme des espaces de « droit de passage », souvent avec l'accord tacite des municipalités. Les *squatters* se comptent aussi parmi les plus pauvres. Quand on a besoin de tels espaces pour des projets, les déplacer sans leur donner d'alternative aggrave leur pauvreté sans leur donner d'autre solution que de squatter ailleurs. Sans encourager cette

activité, les solutions ne sont pas aisées à trouver, et relèvent d'une réflexion particulière en termes politiques et législatifs.

La prééminence illimitée du principe de domaine public constitue un problème épineux. Il faut traiter avec beaucoup de considération l'argument selon lequel l'abandon de vastes étendues de terres par leurs propriétaires historiques implique de leur conférer un statut de copropriétaires des nouveaux projets créés, et de co-bénéficiaires (aussi longtemps que ces développements sont productifs). Il existe une alternative : au lieu d'exproprier *en masse*¹⁷, l'Etat pourrait leur proposer de créer une société en *leasing* leur garantissant la propriété de la terre mais en la cédant par bail emphytéotique au projet (disons pour 99 ans) pendant la durée du développement en question. Ceci rendrait inutile l'imposition du domaine public, avec ses résultats amers, la dépossession et une probable paupérisation. La nature des échanges en cause dans cette option et dans d'autres doit être soigneusement pesée, avec une flexibilité permettant d'échapper au monde des recettes prédéterminées.

Une autre excellente option est de réinstaller les agriculteurs déplacés par des projets de réservoir sur des terres nouvellement irrigables en aval. Cette option est pourtant peu utilisée. Quelques Etats indiens (le Madhya Pradesh, le Gujérat, d'autres) essaient de réinstaller les expulsés dans des zones planifiées à ces fins, par un appareil législatif de plafonnement d'accès aux terres irriguées, ce qui est une bonne solution administrative ; elle gagnerait en efficacité en s'attirant la coopération des agriculteurs de la zone concernée. Globalement, combiner l'accès à la terre et l'accès à l'emploi est la stratégie majeure de la réinstallation, particulièrement dans les situations où ni la terre ni l'emploi ne peuvent, pris séparément, utiliser pleinement les capacités de travail des personnes déplacées.

D'être sans demeure à une demeure

L'amélioration des conditions de logement est en soi l'une des mesures les plus aisées. Cependant elle est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre dans le cas de réfugiés privés de toute compensation pour la perte de leurs habitations et de leurs propriétés.

17. En Français dans le texte (NdT).

Deux éléments sont récurrents dans ce domaine, quelles que soient les cultures. D'abord, la paupérisation due à l'aggravation des conditions de logement peut être prévenue par une conception équitable des coûts de reconstruction dans le projet de budget. D'autre part, de manière tout aussi générale, les personnes réinstallées tendent à améliorer leurs conditions de vie antérieures : par des investissements supérieurs en nature (en travail) et en ressources monétaires. Même dans les conditions amères du déracinement, même dans la colère causée par un niveau injuste de compensation, le besoin immédiat d'un abri pour la famille et l'aspiration profonde à une vie meilleure se conjuguent en un effort inconditionnel pour bâtir des foyers meilleurs et plus spacieux. Les déplacés utilisent à cet effet différentes stratégies : la mobilisation de la force de travail familiale, l'entraide, les emprunts complémentaires à la compensation, l'affectation d'une partie de la compensation de la valeur de la terre à la reconstruction, une reconstruction échelonnée dans le temps : fondations de maisons plus grandes, puis reconstruction, à mesure que les familles contrôlent mieux le temps et les ressources.

L'observation empirique des attitudes des personnes réinstallées envers l'investissement montre que ces dernières utilisent souvent, en fait, une partie de la compensation monétaire concernant leur capital productif à des fins de logement. Ils dépensent plus à ces fins qu'auparavant¹⁸.

Les améliorations du logement prennent différentes formes : plus d'espace par personne ; meilleure qualité de construction, particulièrement pour la couverture ; liaisons aux services d'électricité et d'eau ; meilleurs sanitaires ; espaces de jardins ; etc. Les problèmes

18. Un tel changement d'affectation de maigres ressources (passage de capacités *productives*, [comme la terre] à des biens de *consommation* [un foyer et ce qui va avec] peut obérer la capacité de la famille à générer du revenu pendant un temps. La rationalité sous-jacente à cette attitude appelle plus d'analyse économique et culturelle ; on ne connaît pas ses conséquences, négatives ou non, dans la longue durée. Les valeurs, les aspirations, des variables comme la taille ou la structure de la famille interviennent fortement dans le processus de décision. Mon travail de terrain en Chine (barrage de Shuikou 1986, 1988, 1990, 1994) et au Népal (barrage de Kali Gandaki) a montré que certaines personnes réinstallées construisent *délibérément* de grandes maisons pour les utiliser non seulement comme des « biens de consommation » mais aussi comme des structures permettant de produire du revenu par location partielle, création de commerces, ou restaurants, etc. (voir aussi Sapkota 1999).

souvent rencontrés concernent de plus grandes distances aux lieux de travail et les coûts de transport, particulièrement en zone urbaine ; les niveaux de revenu et le poids des prêts à long terme, enfin les inégalités d'accès propres aux anciens *squatters*.

L'amélioration des conditions de logement (pas seulement la « restauration » des conditions antérieures) est désormais connue pour beaucoup de projets : en Argentine elle a été attestée par la cohorte de personnes réinstallées du barrage de Yacireta ; au Népal, par la majorité des déplacés du projet de Kali Gandaki et de sa route d'accès (Khodka 1999, Sapkota 1999) ; en Chine par les personnes déplacées par le projet de barrage de Shuikou, qui ont augmenté leur espace disponible de 25 mètres carrés par famille (World Bank/OED, 1998) ; au Kenya par les personnes réinstallées du projet de Développement des Exportations (World Bank, 1995a) ; etc. A Shanghai, des familles déplacées par un projet d'assainissement des eaux purent choisir entre des appartements d'Etat (en location) ou des appartements privés disponibles pour seulement 1/3 du coût de construction (voir aussi Reddy 2000 pour la reconstruction de logements urbains en Inde). Les enquêtes ont révélé des approches innovantes, comme l'utilisation de bons de relogement en République de Corée. Au Togo (projet Nangbeto) le transport quotidien par des véhicules du projet vers de nouveaux sites a permis aux personnes déplacées d'étendre les unités d'habitation de base fournies¹⁹. En bref, l'observation empirique montre que la perte d'un foyer n'est pas un risque absolu de paupérisation ; en fait, la reconstruction laisse de la marge pour une amélioration d'un niveau de vie souvent très bas.

*De la destructuration de la communauté à sa reconstitution ;
de la marginalisation à l'intégration, et de l'expropriation à
l'accès aux biens communs*

La reconstruction des réseaux et de la cohésion communautaire est essentielle, mais peu prise en compte dans les démarches officielles. Les décideurs se sentent peu concernés par la réintégration des populations déplacées et la nécessité d'une compensation des biens communautaires perdus.

Ces trois dimensions du déplacement sont distinctes en partie mais elles se recouvrent aussi. Elle est groupée ici parce que la

19. Observation personnelle, Togo 1989.

manipulation des variables du modèle peut aboutir à des effets de synergie dans les programmes de reconstruction favorables à ce type de démarche. La reconstruction de la communauté renvoie aux structures des groupes y compris aux institutions formelles et informelles en cause, alors que la notion de marginalisation renvoie d'abord à la famille et à la maisonnée. Sur le terrain, les choses diffèrent beaucoup lorsque les villages ou les unités de voisinages sont créés purement et simplement comme des *unités sociales nouvelles* nécessitant des services sociaux et des ressources, ou que des *opérations de remplissage* insèrent des personnes réinstallées dans des communautés préexistantes, en accroissant alors la pression sur les services communs déjà existants ou les ressources de la population hôte.

La recréation de structures ou de ressources communautaires est une tâche complexe qu'on ne peut accomplir en un jour. Une recherche sur le programme de Mahaweli au Sri Lanka (Rodrigo, 1991) montre que l'allocation *initiale* des ressources, y compris aux ressources communautaires, est pratiquement décisive pour un nouveau départ dans le site de réinstallation. Si l'accès aux ressources n'atteint pas un seuil critique (par tête et par famille), ce décollage est compromis. Ainsi, du fait de son « utilité marginale » qui s'ajoute aux ressources propres des familles, l'accès aux ressources communautaires est souvent un point essentiel de la reconstruction. D'autres recherches l'ont montré.

Certaines portent sur la Chine, l'Éthiopie, la Grèce, le Mexique. Légalement parlant, les autorités chinoises se doivent de négocier avec les personnes déplacées considérées en tant qu'individus et en tant que communautés. Les biens communautaires perdus dans le déplacement forcé sont évalués et compensés par l'État pour être retrouvés autant que possible à l'identique (Shi et Hu, 1994). Dès le départ des formes de l'organisation originelle font ainsi partie intégrante du processus de réinstallation, ce qui leur permet donc de perdurer. L'approche chinoise est unique aussi parce qu'elle encourage la solidarité dans la perte (particulièrement de terre) et qu'elle impose une certaine redistribution de terres villageoises disponibles aux nouveaux villageois déplacés en terre inconnue²⁰.

20. Ces interprétations proviennent d'observations personnelles dans différentes provinces de Chine, et de discussions avec des membres et leaders de communautés, et différents officiels.

Permettre la renaissance d'institutions communautaires est essentiel. A partir d'un cas éthiopien Wolde-Selassie (2000) témoigne des effets très positifs de la restauration des associations de village, et plus généralement des coutumes, après un déplacement forcé. Une aide collective spécifique tournée vers les communautés les plus marginales et les plus fragiles accélère la réintégration. L'expérience de Grecs réinstallés analysée par Hirschon (2000) montre que dans ce processus le partage de valeurs culturelles aide à venir à bout des privations matérielles et des difficultés économiques. La réintégration n'est donc pas fonction de la restauration du niveau de vie, elle peut la précéder. Au Mexique le programme d'Aquamilpa a non seulement restauré les services antérieurs, mais il a aussi construit de nouvelles infrastructures de services (Johns, 1996). De telles expériences sont précieuses parce qu'elles sont beaucoup moins fréquentes que les compensations économiques, ce qui laisse du champ à des conflits entre personnes réinstallées et populations hôtes. Dans l'ensemble, ces trois facettes de la reconstruction demandent l'initiative institutionnelle et la coopération des populations hôtes.

De l'insécurité alimentaire à une nutrition correcte et du risque sanitaire à de meilleurs soins

L'état nutritionnel et sanitaire dépend, dans le long terme, des progrès accomplis dans la situation économique des personnes déplacées (voir ci-dessus la question de la terre et/ou de l'emploi). Mais à court terme la reconstruction implique des contre-mesures remédiant aux ruptures de produits vivriers et aux stress sanitaires, avant même les mesures économiques. L'emprunt aux expériences positives d'assistance aux réfugiés (aide d'urgence) peut être extrêmement efficace à ces fins, et aussi pour traiter des populations les plus vulnérables (enfants, personnes âgées, femmes enceintes). Une reconstruction durable nécessite cependant une planification à long terme au-delà des mesures d'urgence ; il faut y adjoindre l'information et l'éducation pour provoquer les changements nécessaires des comportements, et les capacités de s'adapter à la nouvelle situation.

Les observations disponibles montrent que les risques de pénurie alimentaires sont reconnus plus volontiers par les agences en charge des déplacements forcés que les risques sanitaires. Une planification à long terme est rare. La réaction des personnes réinstallées tend aussi, généralement, à privilégier les besoins en nourriture. Une étude de l'O.M.S. dans quatre pays du bassin du

Mékong (la Thaïlande, le Vietnam, le Laos et le Cambodge) a montré que la stratégie de réduction des risques sanitaires la plus efficace dans le cas des barrages de retenue est la construction d'institutions dans le secteur sanitaire. L'étude a recommandé que les quatre pays incorporent « une dimension concernant la santé dans tous les projets de développement des bassins des fleuves », comme protection des risques sanitaires et des risques de mortalité. (Mather, Sornmani et Keola, 1994). Au Togo le projet de Nangbeto présente un exemple reproductible de ces bonnes pratiques : on y a introduit des études de pilotage permanent des problèmes de santé pendant toute la construction. Il a contribué à protéger des risques sanitaires les populations déplacées comme les populations hôtes (Michard, Adam and Aziablé 1992).

Les éléments constitutifs de la reconstruction ont été traités ci-dessus par sous-ensembles de problèmes distincts, mais le modèle, on doit y insister, met en relief leur interdépendance. L'optimisation du processus de reconstruction suppose donc de traiter ces sous-ensembles en même temps, selon les priorités dictées par les situations particulières.

Dans l'ensemble la partie « reconstruction » du modèle IRR fournit un guide général organisé par plusieurs constatations analytiques.

- a. Le processus d'appauvrissement peut être arrêté et renversé
- b. La reconstruction des modes de vie est difficile mais possible, en suivant les orientations évoquées
- c. Le corpus reproductible d'expériences positives augmente continuellement.

Des améliorations à apporter aux pratiques en cours

Comment le modèle IRR peut-il être comparé aux pratiques dominantes dans ce domaine ?

Il nous semble avéré que ce modèle est en avance sur différents points importants²¹ et que son adoption peut améliorer de manière

21. On peut évidemment distinguer plusieurs niveaux et critères de « pratiques dominantes ». La majeure partie des opérations de réinstallation se passent sous la responsabilité de programmes nationaux ou « domesti-

significative la qualité des opérations de réinstallation. Le modèle est basé sur des recherches empiriques et propose des améliorations dans le diagnostic, l'évaluation des coûts, la planification, le financement et la réinstallation. Ceci peut contribuer largement à corriger les erreurs analytiques observables, ainsi que les défauts fondamentaux des processus de réinstallation, légitimement critiqués.

Ce modèle est compatible avec les plus avancées des politiques existantes. Le guide de directives de la Banque mondiale sur les politiques de réinstallation, d'abord adopté en 1980 puis renforcé en 1986, 1990 et 1994 a été graduellement adopté, dans sa majeure partie, par d'autres organisations comme les agences d'aide de l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement en Europe (OECD, 1992), la Banque Asiatique de Développement (ADB, 1995), etc. L'application de ces directives suppose cependant plus d'attention au donné institutionnel et un pilotage plus incisif²². Par exemple la méthodologie d'analyse économique utilisée dans la préparation de projets inspirés par ces directives ne présente souvent aucune cohérence avec les directives elles-mêmes, ce qui aboutit à de forts risques d'externalisation des coûts et à une mauvaise analyse prévisionnelle. La méthodologie d'analyse des risques de paupérisation doit encore être adaptée systématiquement et généralisée, y compris dans les projets financés par la Banque mondiale, la Banque Asiatique de Développement, ou les agences d'aide de l'O.C.D.E. Dans la grande majorité des pays en développement qui ne disposent d'aucune politique explicite sur la réinstallation des personnes déplacées, le modèle IRR peut être utilisé comme l'un des piliers fondateurs de la formulation si tardive de ces directives.

ques ». Des recherches de terrain menées par différents évaluateurs ont montré que dans ces opérations les standards sont très souvent bas, et porteurs de conséquences néfastes pour la majeure partie des populations déplacées. Les opérations de réinstallation relevant de l'aide internationale visent à de meilleurs critères de qualité, qui sont formulés dans les politiques de banques de développement multilatérales, des agences de l'O.N.U. ou les agences bilatérales comme celles des pays de l'O.C.D.E. Mais il y a beaucoup à faire pour améliorer ces méthodologies.

22. Les déficiences dans l'application des directives se manifestent particulièrement dans la phase d'installation des projets, parce que cette dernière dépend avant tout de la volonté politique et des capacités d'organisation institutionnelle des gouvernements emprunteurs et de leurs agences d'exécution. Ces dernières ne « s'approprient » que faiblement les directives des politiques d'aide, malgré les accords légaux, parce que les directives des politiques nationales sont généralement absentes.

En tant qu'outil de planification et de suivi le modèle IRR a commencé d'être utilisé ces 4 ou 5 dernières années dans un certain nombre de pays. En Inde et aux Philippines, pour la préparation et la planification des projets (Thangaraj 1996, Spiegel 1997). D'autres pays ont utilisé le modèle pour la supervision sur le terrain des opérations de réinstallation et pour le suivi (Downing, 1996a, 1996b et Sapkota, 1999). Au Lesotho, Scudder a mis au point des indicateurs de mesure des risques d'appauvrissement et sur leur impact dans le cadre d'un vaste Projet Hydraulique (Scudder, 1999). Un séminaire de planificateurs et de praticiens provenant de différents Etats indiens a exploré les possibilités du modèle en termes de prévision (les analyses sont reproduites en détail in Mathur and Marsden, 1998).

La plupart du temps, cependant, les risques de paupérisation ne sont pas systématiquement traités dans la planification de beaucoup de projets provoquant un déplacement forcé. Ceci est vrai de beaucoup de projets nationaux qui ne sont pas soumis à un examen sérieux ; mais aussi, c'est très souvent le cas des agences bi-ou multilatérales ou d'organisations liées à l'exportation.

Il faut insister sur la nécessité de corriger les défauts de la méthodologie habituelle, qui concourent à la sous-estimation récurrente des risques de paupérisation. Il en va ainsi :

- a. Des défauts des méthodes conventionnelles d'analyse des risques
- b. De la confiance exagérée dans l'analyse coûts/bénéfices (CBA²³), malgré ses insuffisances flagrantes
- c. L'absence de consultation effective et d'implication de la population concernée.

Défauts des méthodologies conventionnelles

« L'analyse des risques » est une composante usuelle de la méthodologie de préparation des projets. Cependant les risques affectant les personnes déplacées ne sont pas inclus dans l'analyse économique et financière des projets.

L'analyse conventionnelle évalue les divers risques encourus pour les taux de retour envisagés. Elle fournit des estimations différentielles de différentes variables (la durée de mise en œuvre, les

23. *Cost Benefit Analysis*. (NdT).

dépassements de coûts, la disponibilité de cofinancements locaux) et la sensibilité de la valeur nette actualisée aux modifications éventuelles de ces variables. Elle est généralement effectuée pour chacune d'elles parce que chacune peut affecter les rendements et les retours sur investissement. Quand cela est nécessaire des tests de sensibilité prennent en compte des scénarios alternatifs, toujours dans le but de minimiser les risques financiers. Elle ne tient pas compte de ces autres acteurs affectés que sont les personnes déplacées. Ceci constitue tout simplement un défaut fondamental méthodologique et moral, dans l'analyse du risque. Les risques résultant du déplacement forcé ne constituent des risques pour l'investissement qu'indirectement²⁴. Cette vision rentre en conflit non seulement avec la priorité de sauvegarde des intérêts et du bien-être de la population, mais aussi avec celle de réduction de la pauvreté.

Il en résulte que l'analyse conventionnelle des risques doit être reformulée et élargie. En d'autres termes elle doit *explicitement* inclure les risques de paupérisation mis en évidence par le modèle IRR et mettre en œuvre de mesures de prévention des mesures de sauvegarde.

La réponse optimale aux risques d'appauvrissement est la recherche d'alternatives permettant d'éviter le déplacement forcé, ou au moins de réduire sa magnitude. Certaines de ces alternatives sont parfois techniquement réalisables : ainsi de modifier l'itinéraire d'une route pour contourner des établissements humains existants ; de changer de lieu un projet de barrage, ou de réduire sa hauteur. Quand il est impossible d'éviter le déplacement forcé, le modèle IRR fournit un guide pour la conception de mesures focalisées sur chaque risque particulier. Un planificateur expérimenté peut identifier quels sont les

24. L'un des types de risque « social » pris en compte par l'analyse économique standard est défini comme « risque comportemental ». Quand même, ce terme renvoie aux risques pour le projet, non pour les gens concernés. Ceci inclut les risques subis par l'investissement du fait de modifications du comportement (changement de la consommation, de choix professionnels, de soutien au projet dans son ensemble). L'anticipation de ce genre de risques est évidemment nécessaire ; mais cette vision unidirectionnelle n'apporte rien à la sécurité des personnes en cause.

risques dominants dans chaque cas²⁵, leur interaction, et quelles sont les mesures prioritaires qu'on doit adopter.

Pourquoi l'analyse coûts/bénéfices est incomplète ?

L'analyse coûts/bénéfices est tout à fait insuffisante, parce qu'elle n'est qu'un instrument macro-économique qui détermine par *agrégation* si les bénéfices dépassent les coûts dans des proportions acceptables. Cette justification est insuffisante pour différentes raisons. Tout d'abord les pertes et les drames subis par les personnes déplacées ne sont pas compensés par les bénéfices agrégés du développement, parce que la distribution de ces bénéfices ne s'opère pas nécessairement vers ceux qui subissent les pertes ; en fait, les personnes déplacées sont rarement bénéficiaires directs des projets qui les ont expulsées²⁶. La méthode coûts/bénéfices ne pouvant prévoir raisonnablement l'allocation des bénéfices futurs d'un projet, tout le raisonnement comptable cache en fait une distribution aléatoire et moralement fallacieuse de ces bénéfices²⁷. Ensuite, les pertes et coûts réels du déplacement forcé ne sont pas convenablement évalués ; de

-
25. Dans le projet de développement du port de Batangas aux Philippines, par exemple, un planificateur a introduit le modèle IRR pour spécifier la perception des risques par le personnel du projet et donc pour calibrer les opérations de reconstruction (Spiegel 1997). Il a utilisé une simple échelle de Lickert à cinq éléments pour jauger du risque pour les réfugiés (bas, assez bas, moyen, assez haut, haut) ceci pour chacune des huit variables (perte de domicile, perte d'emploi etc.) Ceci a permis de mettre au point un ensemble de mesures adaptées.
 26. Mohan Mathur donne l'exemple de l'électricité produite par les projets de la région de Singrauli en Inde, qui est disponible à des gens situés à Dehli, à des centaines de kilomètres, alors que ceux qui ont abandonné leur terre pour la construction du barrage n'ont souvent aucun accès à l'électricité. « En fait », écrit-il « la vision des planificateurs selon laquelle les projets éliminent la pauvreté ne fait pas grand sens pour ceux qui ont perdu leurs terres et leurs conditions de vie (...) Les programmes de développement sont vus de plus en plus comme des risques pour la condition sociale, non comme des améliorations » (Mathur 1999).
 27. Le caractère aléatoire et l'inéquité de la répartition des « bonheurs et des peines » du développement apparaissent sur le terrain quand la « roue de la fortune » du programme affecte des bénéfices à certains segments de population alors qu'elle inflige des pertes à certains autres - par exemple, dans le cas des barrages, à ceux qui ont la malchance de vivre en amont. L'absence de dimension distributionnelle dans l'analyse coûts/bénéfices légitime implicitement - et contribue à perpétuer - les situations où certains partagent les bénéfices, et d'autres les difficultés.

ce fait, ils ne sont pas correctement inclus dans les analyses coûts/bénéfices par projet.

Ces dernières constituant la justification économique des projets, on tend souvent à minimiser les niveaux de compensation de manière à correspondre aux commandements concernant la minimisation générale des coûts. La réaction la plus fréquente aux situations de déplacement est donc de payer la plus petite compensation possible, d'externaliser autant que possible les coûts réels, et de laisser les personnes déplacées se débrouiller après avoir été déracinées. Bien que cette réaction conduise à de la paupérisation rampante dans beaucoup de cas, elle reste relativement [habituelle].

L'analyse des pertes en capital et en actifs présentés ci-dessus énumère beaucoup des coûts couramment ignorés ou sous-estimés dans les procédures comptables actuelles. Une bonne partie de ces coûts est traitée en termes de coûts « externes », ce qui signifie qu'ils sont assignés aux personnes déplacées elles-mêmes. Ce raisonnement économique est pervers logiquement parlant puisqu'il dévalue les pertes individuelles tout en ignorant nombre d'impacts socio-économiques négatifs.

Le fait que les projets de développement finissent souvent par produire des bénéfices à long terme ne rend pas le déracinement moins douloureux. Dans la vie réelle les coûts personnels ne sont jamais véritablement soustraits des bénéfices agrégés, pas plus qu'ils ne sont assumés par les bénéficiaires du projet. Ils ne sont couverts que pour une faible partie par les maigres compensations accordées pour les biens expropriés et sont supportés de manière disproportionnée par des groupes victimisés par le principe de « l'intérêt général ». Ce genre de rationalité contournée va à l'encontre de la justice sociale. Elle vicie la pensée du développement et la planification. La tolérance repérable envers cette méthodologie incomplète n'encourage pas les planificateurs à chercher des solutions alternatives²⁸.

Pour remédier aux faiblesses de l'analyse coûts/bénéfices, une analyse distributionnelle doit être obligatoirement introduite dans la méthodologie analytique des projets de développement. Les projets impliquant un déplacement forcé constituent une catégorie à part, car

28. J'ai analysé ailleurs les dimensions économiques du déplacement forcé de manière plus détaillée (1999).

leurs effets sont plus complexes et ils demandent donc une analyse économique et financière particulière. L'adoption d'une « boussole de l'équité » suppose que *les coûts et bénéfices soient calculés pour chaque catégorie de la population affectée, positivement ou négativement* (plutôt que de manière indiscriminée pour toute la population). Ceci tient au fait que des impacts *différentiels* doivent être distingués. Il s'agit là en fait du principe même qui a conduit à adopter des politiques de sauvegarde, comme la politique de réinstallation. Il doit donc se traduire dans des méthodologies d'analyse économique capables d'une telle différenciation.

La survie de ces méthodologies insuffisantes pour évaluer les coûts de la réinstallation tient dans beaucoup de pays à l'absence d'une politique nationale et de cadres juridiques définissant les droits de personnes déplacées, que ce soit à cause des projets de l'Etat ou du secteur privé. Dans de tels vides politiques l'arbitraire s'installe tout à son aise. La mise au point de politiques d'intervention équitables, et la révision de méthodes obsolètes dans les processus de réinstallation doivent se produire au travers d'un débat public et ouvert sur les buts et moyens du développement, de manière à ce non seulement les procédures mais aussi la pensée des hommes politiques et des techniciens puissent être influencés et changés²⁹.

La conséquence la plus dangereuse de l'application de l'analyse coûts/bénéfices est le *sous-financement de la reconstruction*. Si les pertes ne sont pas correctement évaluées et budgétisées le financement est forcément insuffisant. Les processus de paupérisation ne peuvent être stoppés.

On soutient ici, au contraire, que la réponse aux risques de paupérisation ne doit pas procéder d'une « économie de la compensation » mais d'une « économie de la restauration » et du

29. Les vastes changements requis « supposent une large participation de la société civile dans un 'débat' concernant la justification et la viabilité des projets eux-mêmes. C'est précisément pourquoi la formulation d'une politique et d'une législation doit être convertie en un processus de débat sur les raisons justifiant les projets causant des déplacements forcés. Si après ce débat le déplacement devient inévitable, la réinstallation doit devenir une occasion, une obligation de reconstruire les systèmes de production, d'élever les niveaux de vie, de restaurer les communautés et les relations de parenté, enfin de minimiser les conflits avec les populations hôtes » (Kothari 1995).

développement (Cernea, 1999). La différence est majeure. Elle implique parallèlement à la compensation une internalisation complète des coûts *et* l'allocation d'investissements tournés vers la croissance. Ceci implique une analyse économique de la réinstallation qui va bien au-delà de l'analyse coûts/bénéfices et qui doit conduire à différentes formes de financement³⁰. La formulation de cette économie de la restauration constitue un défi pour les économistes. Mais en dernière analyse la mise en œuvre d'une nouvelle sorte d'analyse économique est une affaire politique (voir aussi Cernea 1996, 1999), une dimension d'une politique d'intervention publique apte à répondre aux dilemmes épineux du développement.

On ne peut y échapper : si les agences gouvernementales utilisent la puissance de l'Etat et la force de la loi pour imposer le déplacement forcé et l'expulsion, il revient aux gouvernements de permettre aux personnes déplacées de rester debout et de partager les bénéfices générés par leur expulsion.

Van Wicklin (1999) a identifié une vaste gamme d'options à cet égard pour partager plus équitablement les bénéfices de ces projets. Un tel type de partage des bénéfices relève aussi de la nécessité, étant donné les limitations des ressources budgétaires disponibles.

La participation des personnes déplacées à l'analyse des risques

Finalement, l'absence de consultation avec les populations en cause pendant la préparation des projets, avant la décision finale, montre le même genre d'analyse fautive que l'analyse économique en vigueur. La participation et la consultation des populations sont nécessaires à la « réinstallation vue dans un esprit de développement » (Bartolome, de Wet, Mander 1999). La faible capacité institutionnelle des agences d'Etat dans beaucoup de pays en développement (Gill 1999) rend la participation encore plus nécessaire.

La communication entre planificateurs et personnes déplacées est utile à cet égard pour déclencher des alertes précoces et pour rendre possible des actions communes de prévention. Cependant la

30. « La clé d'une politique de réinstallation centrée sur le développement est d'adopter une approche centrée sur les populations, non sur la compensation des biens » (Serageldin 1994).

transparence en ce domaine est pour l'instant fort rare. Une communication déficiente entre décideurs et population constitue l'une des raisons majeures des échecs de projets de réinstallation. Comme Mairal et Bergua (1996) l'ont montré de convaincante manière, la perception des risques par les futurs déplacés diffère considérablement de celle des responsables de projet. Cette mauvaise appréciation de la perception sociale des risques « a joué le rôle essentiel dans l'escalade des conflits dans la zone du barrage de Saragosse, en Espagne ».

Le rôle d'alerte et de prévision du modèle IRR est utile aussi pour les personnes déplacées parce qu'il leur permet d'être informés et organisés en vue de la négociation. Ils doivent recevoir l'information à temps et comprendre correctement la nature du processus de déplacement. En prévoyant des effets en chaîne le modèle IRR engage les personnes déplacées à la recherche d'alternatives, à résister à des opérations mal préparées, et à défendre leurs droits quand le déplacement est inévitable.

Symétriquement les ruptures d'information amènent ce qu'on pourrait appeler la « participation négative » c'est-à-dire l'opposition active aux programmes de développement (Oliver-Smith, 1994 et Dwivedi, 1997). La position erronée de certaines agences d'Etat qui placent sous embargo l'information sur les déplacements forcés prévus et les droits des déplacés rend pratiquement certaine la montée de cette opposition. La « justification » officielle en est souvent d'éviter la panique et le stress. En fait cette stratégie provoque juste le contraire, parce qu'elle empêche la mobilisation précoce de l'énergie de personnes déplacées en vue de leur réinstallation. Cette énergie est un facteur essentiel, que même la littérature sur les processus de réinstallation a peu souligné.

La recherche en sciences sociales et le modèle IRR

Ces dernières années, le modèle IRR a été de plus en plus commenté par les chercheurs et les praticiens. Il est actuellement « en action » dans nombre de projets. Dans l'Etat d'Orissa en Inde, l'Institut du Développement Socio-Économique (ISED) a utilisé ce modèle comme base conceptuelle et méthodologique pour explorer le déroulement de sept processus de réinstallation causés par sept projets majeurs (construction de barrages, production thermique, mines, projets industriels). L'échantillon a concerné 31 villages, 441 maisonnées, soit 2274 personnes, sélectionnés à partir de 95 villages

comprenant 1977 maisonnées. De cette étude a résulté l'une des synthèses les plus éclairantes sur le déplacement forcé en Inde (Pandey *et al.*, 1998). Dans ce cas, le modèle IRR a été soumis aux exigences pratiques d'une recherche à large échelle et a été confirmé. Les résultats de l'étude de Pandey sont structurés selon les risques de paupérisation évoqués.

Une autre étude, centrée sur le barrage de Rengali, en Inde également (Ota, 1996 ; voir aussi Ota et Mohanty, 1998), a mesuré les impacts effectifs de chaque variable de risque, analysé les mesures de correction et formulé des recommandations sur ce qui doit être fait sur le terrain. Une recherche sur les risques et leurs conséquences a aussi été entamée au Lesotho, à la demande du comité international de pilotage du Projet Hydraulique (Hitchcock, Scudder *et al.*, 1999). Pour le projet de Kali Gandaki au Népal, l'application du modèle dans différentes études de réinstallation en cours a révélé certaines expériences positives et produit des recommandations opérationnelles (Sapkota 1999).

Les implications théoriques du modèle IRR ont été discutées aussi dans diverses conférences internationales tenues en Colombie, en Afrique du Sud, en Inde, aux États-Unis, et ailleurs, ou dans diverses publications actuellement sous presse.

Une étude publiée par l'anthropologue L.K. Mahapatra (1999), spécialiste indien de la réinstallation, présente un test qu'il a fait subir au modèle. Il a confronté le modèle IRR à une vaste analyse de la littérature publiée les 20-30 dernières années en Inde sur les processus de réinstallation. Son analyse confirme pleinement la validité du modèle. Parasuraman (1999 : 45), discutant des risques de paupérisation en Inde en conclut que « la perte de terre est la principale cause d'appauvrissement dans le déplacement forcé ». M. Basu (1994) a retrouvé dans le modèle le cadre d'analyse des « besoins fondamentaux » ; Juliette Hayes en a tiré un « modèle de pertes de capital », porteur d'implications importantes pour la recherche économique générale sur ces questions.

Plusieurs spécialistes ont proposé d'élargir le modèle IRR à d'autres variables et d'autres types de pertes, comme la perte d'accès aux services publics (Mathur, 1998, 1999), la perte des droits civiques (Downing, 1996a), la perte d'accès à l'école le temps de la réinstallation (Mahapatra, 1999a, 1999b). L'inclusion explicite de ces risques mérite réflexion, mais ces propositions exploitent la flexibilité

même du modèle, qui le rend perfectible et adaptable aux situations spécifiques des différents projets. Un article de Robert Hackenberg dans *Human Organization* a récemment ouvert une « discussion publique » sur ces thèmes (Hackenberg, 1999).

Où doit aussi noter que le premier projet de recherche sur la situation de réfugié appliquant le modèle IRR à été mené à bien par Robert Muggah (1999) en Colombie. Cette étude recommande des mesures visant à renforcer les capacités institutionnelles. Crisp, de son côté, a conduit à partir du modèle une analyse critique du programme du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies au Mozambique, destiné à l'énorme population de réfugiés due au conflit armé (1996).

Ayant beaucoup travaillé moi-même sur des opérations de réinstallation, je ne peux assez insister sur les difficultés de la prévention des risques, qu'il s'agisse de paupérisation ou de dommage moral. La non-reconnaissance des risques culturels et économiques leur permet simplement de se déployer sans contrainte. A l'inverse une politique équitable, pour le financement correct et la mise en place de la réinstallation avant la participation active des personnes affectées peuvent créer les prémisses d'une amélioration des conditions de vie des personnes déplacées.

Remerciements

La formulation et le perfectionnement du modèle IRR ont beaucoup bénéficié de divers échanges antérieurs. Je remercie particulièrement R. Cernea, D. Aronson, T. Downing, D. Gibson, M. Gill, S. Guggenheim, L.K. Mahapatra, H.H. Mathur, M.C. Mejia, V. Lassailly-Jacob, W. Partridge, M. Lindo-Rodrigo, T. Scudder, I. Serageldin, A. Steer, P. Sreeten et H. Van der Tak pour leurs précieux commentaires.

Je remercie particulièrement Jean-François Baré qui s'est personnellement chargé de la traduction française.

Certaines parties de ce texte ont été présentées pour l'Adresse Inaugurale de la conférence internationale « Vers de nouvelles Approches de la Réinstallation forcée », Université d'Oxford, *Refugee Studies Program* (R.S.P.) en Septembre 1996, ou dans d'autres conférences internationales : à Rhodes University, (Afrique du Sud) ;

New Dehli, (Inde); Harvard University, Cambridge (USA); Yale University, New Haven (USA). Certaines parties ont fait l'objet de versions publiées antérieures. Tous ces débats ont aussi beaucoup enrichi ce texte.

Les vues présentées sont celles de l'auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement celles des institutions auxquelles il est associé.

Bibliographie

ADAMS (J.)

1998 *Risk in a Hyper-Mobile World*. Geography Department, University College, London.

AGNIHOTRI (A.)

1996 "The Orissa Resettlement and Rehabilitation of Project-Affected Persons Policy. 1994 An Analysis of its Robustness with Reference to Impoverishment Risk Model". In A.B. Ota and A. Agnihotri (eds.), *Involuntary Displacement in Dam Projects*. New Delhi : Prachi Prakashan, pp.19-42.

APPELL (G.N.)

1986 *The Health Consequences of Social Change : A Set of Postulates for Developing General Adaptation Theory*. Sarawak Museum Journal, 36 : 43-74.

ASIAN DEVELOPMENT BANK (ADB)

1998 *Handbook on Resettlement. A Guide to Good Practice*. Manila : Office of Environment and Social Development, ADB.

BABOO (B.)

1992 *Technology and Social Transformation. The Case of the Hirakud Multi-Purpose Dam Project in Orissa*. New Delhi : Concept Publishing.

BARTOLOME (L.), de WET (C.) et MANDER (H.)

1999 *Displacement, Resettlement, Rehabilitation, Reparation and Development*. Draft Paper, Cape Town : World Commission on Dams.

BASU (M.)

1994 *The Basic Needs Approach in Displacement Situations*. Mainstream July.

- BECK (U.)
1990 *On the Way towards an Industrial Society at Risk : An Outline of an Argument*. International Journal of Political Economy. 20 : 51-69.
- BEHURA (N.K.) et NAYAK (P.K.)
1993 *Involuntary Displacement and the Changing Frontiers of Kinship : A Study of Resettlement in Orissa*. In M. Cernea and S. Guggenheim (eds.), *Anthropological Approaches to Resettlement : Policy, Practice, Theory*. Colorado, Boulder : Westview Press.
- BJONNES (I.-M.)
1983 *Socio-Economic Analysis of Effects from the Kulekhani Hydroelectric Project, Nepal*. University of Oslo, Department of Geography.
- BORUP (J.H.), GALLEG0 (D.T.) et PAMELA (G.H.)
1979 Relocation and its Effect on Mortality. *The Gerontologist*. vol. 19, n° 2, 135-140.
- BRECHIN (S.R.), WEST (P.), HARMON (D.) et KUTAY (K.)
1991 *Resident Peoples and Restricted Areas : A Framework for Inquiry*. In West and Brechin (eds.) *Resident Peoples and National Parks*. Arizona, Tucson : University of Arizona Press.
- CERNEA (M.M.)
1986 *Involuntary Resettlement in Bank-Assisted Projects : A Review of the Application of Bank Policies and Procedures in FY 1979-1985 Projects, Agriculture and Rural Development Department*. Washington, D.C.: World Bank.
- CERNEA, (M.M.)
1988. Le déplacement involontaire et la réinstallation des populations dans les projets de développement. Directives générales pour les projets financées par la Banque Mondiale. World Bank Technical Paper n° 80, Washington, DC.: World Bank.
- CERNEA (M.M.)
1990 *Poverty Risks from Population Displacement In Water Resources Development*. HIRD Development Discussion Paper n° 355, Harvard University, Cambridge, MA.
- CERNEA (M.M.)
1995a *Social Integration and Population Displacement : The Contribution Of Social Science*. International Social Science Journal. 143 : 1 : 91-112.
- CERNEA (M.M.)
1995b *Understanding and Preventing Impoverishment from Displacement : Reflections on the State of Knowledge*. Keynote Address, International

Conference on Development Induced Displacement. University of Oxford, England. *Journal of Refugee Studies*. 8 : 3 : 245-264.

CERNEA (M.M.)

1996a. Bridging the Research Divide : Studying Refugees and Development Oustees. In Tim Allen (ed.) *In Search of Cool Ground : War, Flight & Homecoming in Northeast Africa*. Boston : UNRISD.

CERNEA (M.M.)

1996b Public Policy Responses to Development-Induced Population Displacement. *Economic and Political Weekly*, 311515-1523

CERNEA (M.M.)

1998 Impoverishment or Social Justice? A Model for Planning Resettlement. In H.M. Mathur and D. Marsden, (eds.) *Development Projects and Impoverishment Risks : Resettling Project-Affected People in India*. Delhi : Oxford U.P.

CERNEA (M.M.)

1999 The Need for Economic Analysis of Resettlement : A Sociologist's View. In Michael M. Cernea (ed.) *The Economics of Involuntary Resettlement : Questions and Challenges*. Washington, DC : The World Bank.

CERNEA (M.M.)

1999 Mutual Reinforcement : Linking Economic and Social Knowledge about Resettlement. In Michael M. Cernea (ed.) *The Economics of Involuntary Resettlement : Questions and Challenges*. Washington, DC : The World Bank.

CERNEA (M.M.)

1999 Development's Painful Social Costs. Introductory Study in S. Parasuraman, *The Development Dilemma. Displacement in India*, McMillan Press and ISS.

CHAMBERS (R.)

1969 *Settlement Schemes in Tropical Africa*. Routledge & Kegan Paul, London.

CHAMBERS (R.) et MORRIS (J.) (eds.)

1973 *Mwea, An Irrigated Rice Settlement in Kenya*. München:Weltersforum Verlag,

COLCHESTER (M.) (ed.)

1999 *Sharing Power : Dams, Indigenous Peoples and Ethnic Minorities*. World Commission on Dams, Draft Thematic Paper.

COOK (C.) (ed.)

1993 *Involuntary Resettlement in Africa*. Wash, DC : The World Bank.

COSTA-PIERCE (B.A.)

1996 *Sustainable Reservoir Fisheries : An Ecosystems Approach*. Draft, Processed

CRISP (J.)

1996 *From Social Disarticulation to Social Reconstruction*. Paper presented to the 2nd International Conference on Displacement and Resettlement, Oxford, Sept.

de WET (C.)

1988 *Stress and Environmental Change in the Analysis of Community Relocation, Human Organization*. 47 : 2.

de WET (C.)

1995 *Moving Together, Drifting Apart*. Johannesburg : Witwatersrand U.P.

DOWNING (T.E.)

1996a Mitigating Social Impoverishment when People are Involuntarily Displaced. In C. McDowell (ed.) *Understanding Impoverishment Providence*. Oxford : Berghahn Books.

DOWNING (T.E.)

1996b Personal communication.

DWIVEDI (R.)

1997 *Why Some People Resist and Others Do Not : Local Perceptions and Actions Over Displacement Risks on the Sardar Sarovar*. Working Paper Series 265. The Netherlands, The Hague : Institute of Social Studies.

ERIKSEN (J.H.)

1999 Comparing the Economic Planning for Voluntary and Involuntary Resettlement Projects. In M. Cernea (ed.) *The Economics of Involuntary Resettlement : Questions and Challenges*. Washington, DC : The World Bank.

FEENEY (P.)

1995 *Displacement and the Rights of Women*. Oxfam, Policy Department, Oxford ; Oxfam.

FERNANDES (W.)

1991 *Power and Powerlessness : Development Projects and Displacement of Tribals. Social Action*. 41 : 3 : 243-270.

FERNANDES (W.)

2000 From Marginalisation to Sharing the Project Benefits. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risk and Reconstructing Livelihoods*. Washington, DC : The World Bank.

FERNANDES (W.), DAS (J.C.) et RAO (S.)

1989 Displacement and Rehabilitation : An Estimate of Extent and Prospects. In Fernandes W. and E.G. Thukral (eds.) *Development, Displacement and Rehabilitation*. New Delhi : Indian Social Institute.

FERRARO (K.F.)

1982 The Health Consequences of Relocation Among the Aged in the Community. *Journal of Gerontology*, 38. 1 : 90-96.

GIDDENS (A.)

1990 *The Consequences of Modernity*. Stanford : Stanford U.P.

GILL (M.)

1999 Dams and Resettlement as Development : A Case for Building Good Practice. *Cultural Survival Quarterly*. 23 : 3 : 57-63.

GREEN (R.H.)

2000 Food Security in Refuge and Return : Some Aspects of Entitlements, Markets and Modalities. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

GUGGENHEIM (S.E.)

1994 *Involuntary Resettlement : An Annotated Reference Bibliography for Development Research*. Washington, DC : World Bank.

HACKENBERG (R.A.)

1999 Advancing Applied Anthropology, Victims of Globalization : Is Economics the Instrument Needed to Provide Them a Share of the Wealth ? *Human Organization*. 58 : 4 : 438-441.

HAKIM (R.)

2000 From Corn to Cotton : Changing Indicators of Food Security Amongst Resettled Vasavas. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

HARRELL-BOND (B.) et VOUTIRA (E.)

2000 « Successful » Refugee Settlement : Are Past Experiences Relevant ». In Cernea and Mc Dowell eds.

HAYES (J.)

1999 *Participatory Development. Mitigating Against Impoverishment in Involuntary Resettlement*. Dissertation. London School of Economics and Political Science, London. Processed.

HIRSHON (R.)

2000 The Creation of Community : Well-Being and Wealth in an Urban Greek Refugee Locality. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risk and Reconstructing Livelihoods*. Washington, DC : The World Bank.

HITCHCOCK (R.), SCUDDER (T.), LEDGER (J.) et Mentis (M.)

1999 *Lesotho Highlands Water Project, General Review*. Report n° 20, Report Prepared for Lesotho. Highland Development Authority, Processed.

HOROWITZ (M.) et SALEM-MURDOCK (M.)

1993 Development-Induced Food Insecurity in the Middle Senegal Valley. *Geo-Journal*, 30 : 2 : 179-184.

JAYEWARDENE (R.A.)

1995 Cause for Concern : Health and Resettlement. In H.M. Mathur (ed.) *Development, Displacement and Resettlement*. Focus on Asian Experiences. Delhi : Vikas Publishing House.

JOHNS (K.)

1996 *Report on the Resettlement Program of the Aquamilpa Hydroelectric Project*. Draft, unpublished.

JOSEPH (J.)

1998 Retrofit Economic Rehabilitation. Using Impoverishment Risks Analysis ? The Maharashtra Experience. In H.M. Mathur and D. Marsden (eds.) *Development Projects and Impoverishment Risks : Resettling Project-Affected People in India*. Delhi : Oxford U.P.

KAPLAN (S.) et GARRICK (B.J.)

1981 *On the Quantitative Definition of Risk, Risk Analysis*. 1 : 1 : 11-27.

KHODKA (C.)

1999 *House Construction after Displacement under Nepal's Kali Gandaki Hydropower Dam Project. Photostudy*. Beltari, Nepal : KGEMU.

KIBREAB (G.)

1996 *Proceedings of the Conference on Changing Patterns of Settlement and Resettlement in Southern Africa*. Rhodes University, Grahamstown, January.

KIBREAB (G.)

2000 Common Property Resources and Resettlement. In M. Cernea et C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC: The World Bank.

KÖNIG (D.)

1995 Women and Resettlement. In R. Gallins and A. Ferguson (eds.) *In The Women and International Development*. Vol. 4., CO, Boulder : Westview Press.

KÖNIG (D.) et TIEMAN (D.)

2000 The Effects of Resettlement on Access to Common Property Resources. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

KOTHARI (S.)

1995 Developmental Displacement and Official Policies. *Lokayan Bulletin*. 11 : 5 : 9-28.

LANE (C.)

1996 *Pastures Lost*. Nairobi : Initiative Publishers.

LASSAILLY-JACOB (V.)

1994 Government-Sponsored Agricultural Schemes for Involuntary Migrants in Africa : Some Key Obstacles to Their Economic Viability. In H. Adelman and J. Sorenson (eds.) *1994 Refugees : Development Aid and Repatriation*. CO, Boulder : Westview Press.

LASSAILLY-JACOB (V.)

1996 Key issues in Preventing Impoverishment in Land-Based Resettlement Programmes in Africa. In C. McDowell (ed.) *Understanding Impoverishment : The Consequences of Development-Induced Displacement Providence*. Oxford : Berghahn Books.

LASSAILLY-JACOB (V.)

2000 Reconstructing Livelihoods through Land Settlement Schemes ? Comparative Reflections on Refugees and Oustees in Africa. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

LOW (S.) et ALTMAN (I.) (eds.)

1992 *Place Attachment*. New York : Plenum Press.

LUHMAN (N.)

1993 *Risk : A Sociological Theory*. New York : Aldin de Gruyter.

- MCMILLAN (D.F.) *et al.*
 1998 New land is not enough : Agricultural Performance of New Lands Settlement in West Africa. *World Development*, 26 : 187-211.
- MAHAPATRA (L.K.)
 1991 Development for Whom ? *Social Action*, 41 : 3 : 271-287.
- MAHAPATRA (L.K.)
 1994 *Tribal Development in India, Myth and Reality*. Delhi : Vikas Publishing House.
- MAHAPATRA (L.K.)
 1998 Good Intentions or Policies are Not Enough : Reducing Impoverishment Risks for The Tribal Oustees. In H.M. Mathur and D. Marsden (eds.) *Development Projects and Impoverishment Risks : Resettlement Project-Affected People in India*. Delhi : Oxford U.P.
- MAHAPATRA (L.K.)
 1999a Testing the Risks and Reconstruction Model on India's Resettlement Experiences. In M. Cernea (ed.) *The Economics of Involuntary Resettlement : Questions and Challenges*. Washington, DC : The World Bank.
- MAHAPATRA (L.K.) et MAHAPATRA (S.)
 2000 Social Rearticulation. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.
- MAIRAL (G.J.) et BERGUA (A.)
 1996 *From Economicism to Culturalism : The Social Impact of Dam Projects in the River Esera*. Paper for the Conference of the European Association of Social Anthropologists, Barcelona, July.
- MARX (E.)
 1990 The Social World of Refugees : A Conceptual Framework. *Journal for Refugee Studies*, 3 : 3 : 189-203.
- MATHER (T.H.), SORNMANI (S.) et KEOLA (K.A.)
 1994 *Incorporating A Human Health Component into Integrated River Basin Development and Management*. Report of Mission to the Lower Mckong Basin, Geneva : WHO, processed.
- MATHUR (H.M.)
 1998 Impoverishment Risk Model and its Use as a Planning Tool. In H. M. Mathur and D. Marsden, (eds.) *Development Projects and Impoverishment Risks : Resettlement Project-Affected People in India*. Delhi : Oxford U.P.

MATHUR (H.M.)

1999 *The Impoverishing Potential of Development Projects. Resettlement Requires Risk Analysis*. Development and Cooperation n° 6, Frankfurt : Deutsche Stiftung für Internationale Entwicklung.

MATHUR (H.M.) et MARSDEN (D.) (eds.)

1998 *Development Projects and Impoverishment Risks*. Delhi : Oxford U.P.

MBURUGU (E.K.)

1993 Dislocation of Settled Communities in the Development Process : The Case of Kiambere Hydroelectric Project. In Cynthia C. Cook (ed.) *Involuntary Resettlement in Africa*. World Bank Technical Paper n° 227, Washington, DC : World Bank.

MEIKLE (S.) et ZHU (Y.)

2000 Employment for Displacees in China's Social Market Economy. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

MEJIA (M.C.)

1999 Economic Dimensions of Urban Involuntary Resettlement : Experiences from Latin America. In Cernea (M.) (ed.) *The Economics of Involuntary Resettlement : Questions and Challenges*. Washington, DC : The World Bank.

MEJIA (M.C.)

2000 Economic Recovery after Involuntary Resettlement : The Case of Brickmakers Displaced by the Yacyretá Hydroelectric Project. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

MERTON (R.K.)

1979 *The Sociology of Science : Theoretical and Empirical Investigations*. Chicago : University of Chicago Press.

MICHARD (J.L.), ADAM (K.) et AZIABLE (M.)

1992 *Le Recasement des populations affectées par la construction du barrage de Nangbeto*. Coyné et Bellier. Processed.

MOUGEOT (L.J.A.)

1989 *Hydroelectric Development and Involuntary Resettlement in Brazilian Amazonia : Planning and Evaluation*. Edinburgh : Cobham Resource Consultants.

MUGGAH (R.H.C.)

1999 *Capacities in Conflict, Assessing the State's Resettlement of IDPs in Columbia Draft*, Processed.

NAYAK (R.)

2000 Risks Associated with Landlessness : An Exploration Towards Socially Friendly Displacement and Resettlement. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

NELSON (M.)

1973 *Development of Tropical Lands : Policy Issues in Latin America*. Baltimore : Johns Hopkins U.P.

NGAIDE (T.)

1986 *Socioeconomic Implications of Irrigation Systems in Mauritania : The Boghe and Fom-Gleita Irrigation Projects*. Unpublished Masters Thesis, University of Wisconsin-Madison.

NTSHALINTSHALI (C.) et MCGURK (C.)

1991 Resident People and Swaziland's Mololotja National Park : A Success Story. In West and Brechin (eds.) *Resident Peoples and National Parks*. Tucson : University of Arizona Press.

OECD (Organization for Economic Co-operation and Development)

1992 *Guidelines on Aid and Environment*. Paris. DAC.

OED (Operations Evaluation Department, World Bank)

1993 *Early Experiences with Involuntary Resettlement : Impact Evaluation on Thailand, Khao Laem Hydroelectric Project*. Washington, DC : The World Bank.

OED

1998 *Operations Evaluation Department. Recent Experiences with Involuntary Resettlement, Overview*. June. Washington, DC : The World Bank.

OLIVER-SMITH (A.)

1994 Resistance to Resettlement : The Formation and Evolution of Movements. In *Research in Social Movements, Conflicts and Change*. CN, Greenwich : JAI Press.

OLIVER-SMITH (A.) et HANSEN (A.)

1982 Involuntary Migration and Resettlement; Causes and Contexts. In A. Hansen and A. Oliver-Smith, (eds.) *Involuntary Migration and Resettlement*. CO, Boulder : Westview Press.

OTA (A.B.)

1996 Countering the Impoverishment Risks : The Case of the Rengali Dam Project. In A.B. Ota et A. Agnihotri (eds.) *Involuntary Displacement in Dam Projects*. New Delhi : Prachi Prakashan, pp. 150-178.

OTA (A.B.) et MOHANTY (R.N.) (eds.)

1998. *Development Induced Displacement and Rehabilitation*. New Delhi/Bhubaneswar : Prachi Prakashan.

PADJADJARAN UNIVERSITY

1989 *Environmental Impact Analysis of the Cirata Dam, India*. Padjadjaran : Institute of Ecology.

PANDEY (B.)

1996 *Impoverishment Risks : A Case Study of Five Villages in Coal Mining Areas of Talcher, Orissa*. Paper presented at the workshop on Involuntary Resettlement and Impoverishment Risks, New Delhi.

PANDEY (B.)

1998 *Displaced Development. Impact of Open Cast Mining on Women*. New Delhi : Friederich Ebert Stiftung.

PANDEY (B.) et ASSOCIATES

1998 *Depriving the Underprivileged by Development*. Bhubaneswar : Institute for Socioeconomic Development.

PARASURAMAN (S.)

1999 *The Development Dilemma*. Displacement in India. MacMillan Press and ISS.

PARTRIDGE (W.L.)

1989 *Involuntary Resettlement in Development Projects*. Journal of Refugee Studies. 2 : 3 : 373-384.

PEARCE (D.W.)

1999 Methodological Issues in the Economic Analysis for Involuntary Resettlement Operations. In Cernea M. (ed.) *The Economics of Involuntary Resettlement : Questions and Challenges*. Washington, DC : The World Bank.

POKHAREL (J.)

1995 Population Displacement and Compensation Planning in Kulekhani Hydro-electric Project, Nepal. In H.M. Mathur (ed.) *Development, Displacement and Resettlement*. Focus on Asian Experiences, Delhi : Vikas Publishing House.

RAVAL (S.R.)

1991 Gur National Park and the Maldharis : Beyond Setting Asside. In P.C. West and S.R. Brechin (eds.) *Resident Peoples and National Parks. Social Dilemmas and Strategies in International Conservation*. Tucson : University of Arizona Press.

REDDY (I.U.B.)

1998 Involuntary Resettlement and Marginalization of Project-Affected Persons : A Comparative Analysis of Singrauli and Rihand Power Projects. In H.M. Mathur and D. Marsden, (eds.) *Development Projects and Impoverishment Risks : Resettlement Project-Affected People in India*. Delhi : Oxford U.P.

REDDY (I.U.B.)

2000 Restoring Housing Under Urban Infrastructure Projects in India. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

REW (A.W.) et DRIVER (P.A.)

1986 *Evaluation of the Victoria Dam Project in Sri Lanka*. Volume III : Initial Evaluation of the Social and Environmental Impact of the Victoria Dam project, Annex J Social Analysis, Annex K Environmental Analysis. Mimco.

RODGERS (G.) GORE (C.) et FIGUEIREDO (J. B.) (eds.)

1995 *Social Exclusion : Rhetoric, Reality, Responses*. Geneva : International Institute for Labor Studies.

RODRIGO (M.L.)

1991 *Resources and Livelihood : Differential Response to Change and Planned Development. A Case From The Mahaweli Irrigation Project In Sri Lanka*. Doctoral Dissertation, Cornell University, Ithaca, New York, Processed. Ann Arbor, Mich. : University Microfilms International, 1991.

SAPKOTA (N.)

1999 *Impoverishment Risks and Evaluation among Seriously Project Affected Families in the Kali*. Gandaki Hydropower Project. Nepal, Beltari : KGEMU.

SCUDDER (T.)

1981 *What it Means to be Dammed ?* Engineering and Science, 54 : 4.

SCUDDER (T.)

1985 A Sociological Framework for the Analysis of New Land Settlements. In Cernea, M. (ed.) *Putting People First : Sociological Variables in Development* (1st ed.). New York, London : Oxford U.P.

SCUDDER (T.)

1991 *Development-Induced Relocation and Refugee Studies : 37 years of Change and Continuity among Zambia's Gwembe Tonga*. Journal of Refugee Studies, 6 : 3 : 23-152.

SCUDDER (T.)

1996 Development-Induced Impoverishment, Resistance and River-Basin Development. In C. McDowell, (ed.), *Understanding Impoverishment Providence*. RI-Oxford : Berghahn Books.

SCUDDER (T.)

1999 Personal Communication.

SCUDDER (T.) et COLSON (E.)

1982 From Welfare To Development : A Conceptual Framework for the Analysis of Dislocated People. In Hansen A. and A. Oliver-Smith (eds.) *Involuntary Migration and Resettlement*. CO, Boulder : Westview Press.

SEN (A.)

1997 *Social Exclusion : A Critical Assessment of the Concept and Its Relevance*. Paper prepared for the Asian Development Bank (processed).

SEQUEIRA (D.)

1994 *Gender and resettlement : An Overview of Impact and Planning Issues in Bank-Assisted Projects*. Draft paper prepared for the Bankwide Resettlement Review. Washington, DC : The World Bank, January.

SERAGELDIN (I.)

1994 *Nurturing Development : Aid and Cooperation in Today's Changing World*. Washington, DC : The World Bank.

SHI (G.) et WEISON (H.)

1994 *Comprehensive Evaluation and Monitoring of Displaced Persons Standards of Living and Production*. National Research Centre of Resettlement(NRCR) Hohai University, Nanjing.

SOEFTESTAD (L.T.)

1990 *On Evacuation of People in the Kotmale Hydro Power Project : Experience from a Socio-Economic Impact Study*. Bistaandsantropologen.

SORENSEN (C.)

2000 Alebu : Eritrean Refugees Return and Restore their Livelihoods. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

SOWELL (T.)

1996 *Migrations and Cultures : A World View*. New York : Basic Books.

SPIEGEL (H.)

1997 Letters to the author.

STALLINGS (R.A.)

1995 *Promoting Risk : Constructing the Earthquake Threat*. New York : Aldin de Gruyer.

THANGARAJ (S.)

1996 Impoverishment Risk Analysis ? A Methodological Tool For Participatory Resettlement Planning. In McDowell C. (ed.), *Understanding Displacement*. Providence, Oxford : Berghahn Books.

THANGARAJ (S.)

1998 Addressing Impoverishment Risks : Some Examples from World Bank-assisted Projects. In H.M. Mathur and D. Marsden (eds.) *Development Projects and Impoverishment Risks : Resettlement Project-Affected People in India*. Delhi : Oxford U.P.

TURNER (R.J.), WHEATON (B.) et LLOYD (D.A.)

1995 *The Epidemiology of Social Stress*. American Sociological Review. 60 : 104-125.

VAN WICKLIN III (W.)

1999. Sharing Benefits for Improving Resettlers' Livelihoods. In M.M. Cernea (ed.) *The Economics of Involuntary Resettlement : Questions and Challenges*. Washington, DC : The World Bank.

WELLS (M.), BRANDON (K.) et HANNAH (L.) (eds.)

1992 *People and Parks. Linking Protected Areas Management with Local Communities*. Washington, D.C. : The World Bank, World Wildlife Fund, USAID.

WEST (P.C.), STEVEN (R.) et BRECHIN (eds.)

1991 *Resident Peoples and National Parks. Social Dilemmas and Strategies in International Conservation*. Tucson : University of Arizona Press.

WOLDESELASSIE (A.)

2000 Emergency Resettlement in Ethiopia : the Beles Valley Scheme. In M. Cernea and C. McDowell (eds.) *Risks and Reconstruction*. Washington, DC : The World Bank.

WOLFENSOHN (J.D.)

1995 *Address at the Annual Meeting of the World Bank and IMF*. Washington, DC : The World Bank, October.

WOLFENSOHN (J.D.)

1997 *The Challenge of Inclusion, Annual Meetings Address*. Washington, DC : The World Bank Group.

WORLD BANK

1990 *Involuntary Resettlement*. Operational Directive 4.30. Washington, DC : The World Bank.

WORLD BANK

1994-1996 *Resettlement and Development : The Bankwide Review of Projects Involving Involuntary Resettlement 1986-1993*. Washington, DC : The World Bank.

WORLD BANK

1995a *Kenya ? Project Completion Report Kenya : Export Development Project*. Report n° 13 886, Washington, DC : The World Bank.

WORLD BANK

1995b *India ? Project Completion Report India : Dudhichua Coal Project*. Report n° 13 938, Washington, DC : The World Bank.

WORLD BANK

1995c *Korea ? Project Completion Report Korea : Taigu urban Transport Project*. Report n° 14 711, Washington, DC : The World Bank.

WORLD BANK

1996 *China-Shuikou Reservoir Resettlement. Project Completion Report*. Washington, DC : The World Bank.

WORLD BANK

1998 *Recent Experience with Involuntary Resettlement, Overview. Operations Evaluation Department*. Washington, DC : The World Bank.